THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 82 Juillet 2018

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Publication «CCIA-BML»

La sauvegarde du capital national

Mohamed Choucair

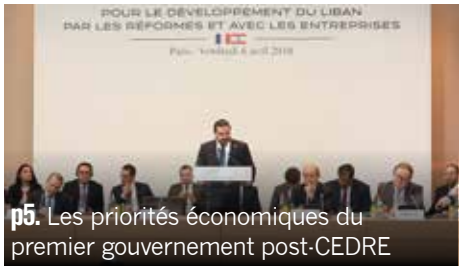
Nous avons réclamé sans répit la formation du gouvernement. Certes, nous connaissions les problèmes et la difficulté à assurer des équilibres sensibles, pour une raison majeure qui est celle de la sauvegarde du capital national.

Cela relève de notre responsabilité. Nous n'allions pas attendre encore deux ans la publication des statistiques pour tirer la sonnette d'alarme. Chaque entreprise fait partie d'une organisation économique qui nous informe chaque mois de l'évolution du secteur.

Le capital privé dans la zone à risque

Les uns après les autres, tous les secteurs ont été touchés par la crise ces six dernières années. Tout d'abord, le tourisme, avec la désaffectation des clients du Golfe pour des raisons sécuritaires, suivi de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, du fait de la désagrégation des échanges commerciaux depuis la guerre de Syrie, des exportations industrielles – secteur qui ne s'est jamais remis de la hausse des coûts, en particulier de l'énergie et qui d'ailleurs maintient un créneau très étroit sur le marché local. Les importations couvrent 80% de la consommation nationale. La distribution et les services, en particulier l'hospitalité qui suppléaient partiellement aux secteurs de production, souffrent de la baisse du mouvement touristique actuel.

Le Liban a beaucoup perdu de son capital humain en l'absence d'opportunités de travail. Aujourd'hui, nous risquons de perdre le plus clair de nos investissements en faillite et/ou en liquidation. Le gouvernement l'avait bien compris dans la négociation CEDRE, il avait lié ▶▶



p5. Les priorités économiques du premier gouvernement post-CEDRE

p9. Le Conseil d'affaires libano-saoudien hôte de Saad Hariri

p11. Pour une coopération tripartite entre les universités, les centres de formation, le public et le privé

p13. Promotion du dialogue social à la CCIA-BML locaux de Jounieh

p15. Inauguration de l'exposition ExpLORE par le ministre sortant du Tourisme

p17. L'homme pour qui le transport maritime n'avait aucun secret est parti

p21. The Federation of the Lebanese Chambers at the 107 International Labor Conference in Geneva

p25. Hariri to Dabboussi: « We have a lot of work to accomplish together…"

p31. USAID and CCIAZ launch new services at the Chamber's laboratory

L'index page 2

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

l'infrastructure à la relance économique. Cette prise de conscience n'aura pas duré.

Les infrastructures attendant les reformes

Tout le monde reconnaît l'importance des projets pour la reconstruction des infrastructures et la relance de l'économie, les donateurs de Paris 4 les premiers. Cependant nul ne comprend que l'on ne peut amorcer les réformes tant que le gouvernement n'est pas nommé et doté de moyens d'actions concrètes. Il s'agit de pouvoir attribuer au secteur privé les projets qui lui reviennent sans tomber dans une procédure qui risque de prendre trois ans pour assurer l'attribution et amorcer le démarrage (Taëf fut bâti en neuf mois).

Il s'agit de lancer les projets d'infrastructures identifiés sans plus attendre. Dans trois ans, leur effet sur la relance économique sera dérisoire. Ces cinq dernières années, les fermetures d'entreprises ont suivi une progression géométrique, ce qui veut dire que les pertes des 12 prochains mois seront équivalentes à plusieurs années cumulées.

Tous les soucis qui pointent à l'horizon sont fictifs. Rien ne menace la solvabilité du Liban ni la solidité de sa monnaie, à moins d'un effondrement de l'économie réelle.

Malgré une dette publique de 152% du produit intérieur brut, le Liban est en fait l'un des pays les moins endettés au monde. La comptabilité nationale distingue la dette publique de la dette extérieure. La dette publique est constituée de bons du trésor et autres engagements financiers émis par l'État. La dette extérieure est l'ensemble des dettes dues par le pays, État et secteur privé inclus, envers l'extérieur et représentée par l'engagement du secteur financier. La solvabilité d'un État se calcule par rapport à sa dette extérieure. Or Il n'est pas de pays avancé dont la dette extérieure est inférieure à 300% de son PIB. À combien s'élève la dette extérieure du Liban ? Elle est quasi nulle.

Seule une action concertée du gouvernement et des forces politiques en faveur de la réforme, de l'exécution des projets et de la relance économique peut préserver le secteur réel. Si cela se réalise, le Liban ne doit pas craindre pour l'avenir.

INDEX

En français

p3. Actus du mois
p5. Les priorités économiques du premier gouvernement post-CEDRE
p7. La propension à consommer dans l'économie libanaise
p9. Le Conseil d'affaires libano-saoudien hôte de Saad Hariri
p11. Pour une coopération tripartite entre les universités, les centres de formation, le public et le privé
p13. Promotion du dialogue social à la CCIA-BML locaux de Jounieh
p15. Inauguration de l'exposition ExpLORE par le ministre sortant du Tourisme
p17. L'homme pour qui le transport maritime n'avait aucun secret est parti
p19. Admiratifs du parcours hors norme de Jacques Saadé, ils témoignent...
p20. Mahmoud Matar : 15 500 entreprises enregistrées à la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban en 2017
p21. Pierre Duquesne, hôte de la Chambre de commerce franco-libanaise pour exposer CEDRE : de la conférence au processus

In English

p23. The Federation of the Lebanese Chambers at the 107 International Labor Conference in Geneva
p27. Hariri to Dabboussi: « We have a lot of work to accomplish together..."
p29. Trade exchange with Iran at the core discussion with businessmen from Saida and South Lebanon
p31. EPPB-AH: Early Predictive Protein Biomarkers of Atherosclerosis and Hypertension
p33. USAID and CCIAZ launch new services at the Chamber's laboratory
p34. Study tour in Italy for Bekaa cherry producers

p35. Lebanon in Figures | **p36.** Upcoming Trainings | **p38.** Exhibitions | **p39.** Business Opportunities | **p39.** Conferences

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTUS DU MOIS

La CCIA BML ouvre un bureau pour renforcer les échanges libano-allemands

Lors d'une réunion économique libano-allemande le 22 juin au Grand Sérail en marge de la visite au Liban de la chancelière allemande Angela Merkel, il a été décidé d'ouvrir un bureau représentatif allemand à Beyrouth afin de renforcer les relations économiques bilatérales et d'encourager les échanges entre les entreprises des secteurs privés des deux pays. Une initiative rendue possible « grâce à l'appui du Premier ministre Saad Hariri qui n'a pas hésité à convaincre le bord allemand de ses bienfaits », s'est félicité le président des organisations économiques, Mohamed Choucair. Ce bureau vise notamment à tirer profit de l'expérience allemande pour développer les capacités des petites et moyennes entreprises libanaises. Son inauguration, dans les locaux de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, est prévue en septembre prochain.

Réunion du comité des accords commerciaux

Le comité des accords commerciaux de la Fédération des Chambres libanaises de commerce s'est réuni le 8 juin dernier sous la présidence de Nagy Mouzannar et en présence du président du comité agricole, Raphael Debbané et des représentants du ministère de l'Économie, des chambres de commerce, des associations des industriels et des industries alimentaires et des organisations économiques. Cette rencontre a permis d'aborder les sujets suivants : les difficultés auxquelles sont confrontées les exportations libanaises dans le cadre des accords arabes et du partenariat Euro-Méditerranéen en raison de l'application stricte des spécifications techniques et des normes, de l'exagération de l'imposition des droits de douane et de la mise en place d'obstacles administratifs. Le comité a également discuté des moyens de développer les secteurs productifs libanais et d'augmenter les exportations en élaborant des plans nationaux pour les soutenir et en ouvrant de nouveaux marchés. Des discussions pour renforcer les échanges avec la Colombie et l'Ukraine étaient aussi au cœur des propositions. À la suite des délibérations, le comité a émis un certain nombre de recommandations comprenant : des mesures permettant de soutenir les secteurs économiques et aussi de préparer des études sur les marchés d'exportation en coordination avec le ministère de l'Économie et du Commerce qui permettront d'aider les producteurs et les exportateurs à respecter les normes de qualité.

Les IDE au Liban restent stables en 2017

Les investissements directs étrangers (IDE) au Liban ont atteint 2,63 milliards de dollars en 2017. Ils restent stables par rapport à 2016 (+ 0,7 %), selon les chiffres de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), qui se base sur ceux de la Banque du Liban (BDL). Ils ont cependant été inférieurs de 40 % par rapport au pic de 2009 (4,38 milliards de dollars). Le Liban était alors le quatrième récipient d'IDE parmi 18 pays arabes, derrière les Émirats arabes unis, l'Égypte et le Maroc. En parallèle, les investissements directs à l'étranger en provenance du Liban ont totalisé 567,3 millions de dollars en 2017, en baisse de 11,6 % en glissement annuel.

Nicolas Boukhater, premier Libanais élu au conseil d'administration de HEC-Paris Alumni

Nicolas Boukhater, le président d'Alumni HEC-Liban, a été élu nouveau membre du bureau de HEC-Paris Alumni par les diplômés de l'établissement. Cette élection s'est tenue le 11 juin lors de l'assemblée générale mixte de l'association à la Chambre de commerce de Paris Île-de-France. Nicolas Boukhater s'est dit « très honoré d'être le premier Libanais à bord du conseil d'administration de HEC-Paris Alumni ». Il s'est aussi dit heureux de pouvoir accompagner la stratégie globale de l'association qui se dessine pour les années à venir pour ses 60 000 membres. « Une stratégie globale qui inclura le Liban comme un élément important », a-t-il ajouté. Il a aussi remercié ses amis et collègues diplômés d'HEC, pour leur soutien et leur confiance. Notons aussi que cet événement a permis d'élire Frédéric Jousset (HEC 1992, fondateur de Webhelp) président d'Alumni succédant à Emmanuel Chain (HEC 1985), élu quant à lui président d'honneur en reconnaissance de la transformation exceptionnelle qu'il a opérée ces dernières années.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

ACTUS DU MOIS

Guidanian: « Une saison touristique prometteuse en perspective »

Le ministre sortant du Tourisme, Avédis Guidanian, s'est félicité des exploits réalisés par le secteur touristique au cours de l'année écoulée. Il a ajouté qu'une saison prometteuse était en perspective grâce à la stabilité sécuritaire qui règne dans le pays. « Cet été sera spécial. Cette année sera l'une des meilleures sur le plan du nombre de touristes, surtout que le Liban fait partie des plus importantes destinations touristiques du Moyen-Orient », a-t-il déclaré lors du coup d'envoi, le 14 juin, de la cinquième édition de Travel Lebanon, dans le cadre des activités du Festival du Printemps 2018.

ANNONCE AUX BANQUES ET AU PUBLIC

Selon une information publiée par l'Agence nationale d'information (ANI) le 29 mai, «la Banque du Liban (BDL) a vendu des euro-obligations du Trésor détenues dans son portefeuille pour une valeur de 3,022 milliards de dollars comme suit :
- 1 224 600 000 dollars à 7% arrivant à échéance le 20 mars 2028, à la valeur nominale.
- 1 045 000 000 dollars à 8,2% arrivant à échéance le 17 mai 2033, à la valeur nominale.
- 752 500 000 dollars à 8,25% arrivant à échéance le 17 mai 2034, à la valeur nominale.
En raison d'une forte demande locale, la BDL a augmenté le montant des euro-obligations qu'elle avait l'intention de vendre et qui est passé de 1 milliard de dollars à 3,022 milliards de dollars. La BDL n'a pas l'intention de vendre, en 2018, d'autres euro-obligations détenues dans son portefeuille. Les banques ont escompté des certificats de dépôt en dollars à la valeur nominale détenus dans leurs portefeuilles, afin de couvrir le coût des euro-obligations achetées. En conséquence, après l'opération d'échange effectuée avec le ministère des Finances pour un montant de 5,5 milliards de dollars, la BDL a réduit de 3 milliards de dollars son passif en dollars, tout en augmentant ses avoirs en dollars de 2,5 milliards de dollars. Les euro-obligations encore détenues dans le portefeuille de la BDL, qui s'élèvent à environ 4,7 milliards de dollars et résultent à la fois de l'opération d'échange ayant eu lieu en novembre 2017 et de l'opération d'échange actuelle, représentent à peu près 8,18% du total des avoirs de la BDL en dollars. Sur instruction du ministère des Finances, la BDL paiera en espèces toutes les euro-obligations arrivant à échéance, ainsi que le service de la dette connexe pour 2018».

16e édition de la Biennale d'architecture de Venise

Pour la première fois, le Liban a participé à la 16e édition de la Biennale d'architecture de Venise. Une édition 2018 baptisée : « Ce qui reste, le sort des terres vides ». Ont notamment participé à la cérémonie officielle d'ouverture du pavillon libanais le 29 mai: le ministre sortant de l'Information, Melhem Riachi, l'ambassadrice du Liban en Italie, Mira Daher, et l'ambassadeur de France au Liban, Bruno Foucher. Sous le parrainage du ministère de la Culture, le pavillon libanais évalue ce qui reste de la terre libanaise. Il est organisé en coopération avec le centre des recherches de l'Université libanaise, la Faculté d'architecture de la LAU, le Centre arabe pour l'architecture, le département de géographie de l'Université Saint-Joseph et la direction des affaires géographiques de l'armée libanaise.

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditer- ranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.
Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb
Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les priorités économiques du premier gouvernement post-CEDRE

Sasha Boutros

Toujours en cours de formation, le prochain cabinet, le premier à être formé au lendemain de la conférence CEDRE et des élections législatives, portera la lourde responsabilité d'amorcer un vaste chantier de réformes crucial pour la survie économique du pays.

Premier gouvernement post-CEDRE, le prochain cabinet, toujours en cours de formation, aura la tâche historique d'amorcer la mise en application du chantier de réformes structurelles que le Liban s'est engagé le mois dernier à mettre en application en contrepartie d'une aide historique de plus de 11 milliards de dollars accordée par la communauté internationale dans le cadre de la conférence CEDRE parrainée par la France.

L'ancien gouvernement avait mis en place à la veille de la conférence une vision économique globale dont un vaste plan d'investissements de 23 milliards de dollars sur 12 ans visant à moderniser les infrastructures du pays, qui connaît d'importants retards de développement, à commencer par l'alimentation en eau, la production électrique, le transport public et le traitement des ordures. La première phase de ces investissements, validés durant la conférence, est évaluée à 10 milliards de dollars. Selon le gouvernement, 30% des projets devraient être mis en œuvre en partenariat avec le secteur privé.

Ces projets d'investissements, connus sous la dénomination « capital investment plan » (CIP) constitue le premier pilier de la vision économique qui repose, en parallèle, sur trois autres piliers: une restructuration fiscale de 1% par an, consistant à réduire le déficit d'environ 500 millions de dollars par an, une modernisation de l'administration, la lutte contre la corruption, et le développement du secteur privé et des industries productives visant à augmenter la taille des exportations et à réduire ainsi le déficit des balances externes.

Au niveau du premier pilier, le prochain gouvernement aura ainsi comme première tâche d'élaborer le budget de l'année 2019, d'abord dans les délais constitutionnels, ensuite avec un déficit prévisionnel plafonné à 4,3 milliards de dollars, contre 4,8 milliards dans le budget de l'année 2018, conformément aux engagements pris à Paris. L'objectif, d'après la vision économique mise en place, est de réduire le déficit budgétaire de 5% du PIB d'ici à cinq ans, c'est à dire d'environ 2,5 milliards de dollars. Pour se faire, une hausse des recettes s'impose en sus d'une réduction des dépenses. Le prochain cabinet devra ainsi prioritairement se pencher sur les moyens de dégager un demi milliard de ressources pour l'année prochaine, à travers le dispositif fiscal et/ou la baisse des dépenses. Sur ce dernier point, une lutte sérieuse et efficace contre l'évasion fiscale – qui va de paire avec le pilier de la vision sur la lutte contre la corruption – pourra à lui seul assurer cette baisse escomptée, le manque à gagner étant estimé à plus de 4 milliards de dollars par an.

Quant au second pilier consistant à moderniser l'administration, le premier gouvernement post-CEDRE devra poursuivre le chantier d'informatisation amorcé dans plusieurs administrations, resté largement inachevé, et réduire le nombre d'étapes propres aux procédures administratives, qu'elles soient à but personnel ou professionnel, tout en sous-traitant à des compagnies privées le traitement de certaines procédures susceptibles d'améliorer la qualité du service public. L'exemple de Liban Post, qui s'occupe désormais d'une panoplie de procédures, allant de la

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

simple demande d'un extrait d'état civil jusqu'au paiement des frais de mécanique en passant par la déclaration d'impôts, devrait servir de piste à suivre. Autre exemple : la déclaration des revenus et le paiement en ligne des impôts – déjà mis en place et accessibles sur le site du ministère des Finances (sous la catégorie « Daribati ») – devrait être davantage promu jusqu'à devenir la norme, aussi bien dans une perspective de modernisation que dans l'objectif d'augmenter les recettes et de renforcer la bonne gouvernance. La mise en place du site internet « Dawlati » ou encore du numéro vert 1700 pour tout renseignement sur les procédures administratives sont également d'autres exemples de réussite partielle. Mais ces initiatives ne suffisent pas, d'autant que leur visibilité auprès du grand public reste faible, tandis que la modernisation des douanes et d'autres administrations (CNSS, etc.) reste à ses débuts, voire quasi-inexistante. La révision du rôle et des prérogatives du ministère de la Réforme administrative (OMSAR) devrait ainsi figurer au cœur des priorités du prochain cabinet afin d'accélérer la mise en application de ce chantier devenu indispensable pour lutter, par ailleurs, contre la corruption – troisième pilier majeur de la vision économique adoptée à CEDRE.

A ce dernier égard, la capacité des gouvernements précédents et celle de celui qui les suivra suscite hélas encore largement le doute. Avec les mêmes partis aux pouvoirs réélus lors des dernières législatives du 6 mai, et soupçonnés de pratiques douteuses, voire accusés d'avoir contribué directement au recul incessant du Liban dans le classement international en matière de corruption au cours de la dernière décennie (le pays est arrivé au 143e rang sur 180 pays, dans le dernier rapport de l'ONG Transparency International), l'efficacité du prochain cabinet dans la réduction de l'ampleur d'un phénomène de plus en plus enraciné risque de ne pas être au rendez-vous. D'autant que l'expérience du ministère spécial chargé de la lutte contre la corruption, mis sur pied dans l'ancien gouvernement – pour la première dans l'histoire du pays – ne s'est pas soldée par des résultats concluants.

> « LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, MIS SUR PIED DANS L'ANCIEN GOUVERNEMENT – POUR LA PREMIÈRE DANS L'HISTOIRE DU PAYS – NE S'EST PAS SOLDÉE PAR DES RÉSULTATS CONCLUANTS. »

Enfin, et conformément à la stratégie économique bénie par les créanciers à Paris début avril, le gouvernement prévu devra s'attaquer au développement du secteur privé et des industries productives. Pour aboutir à cette fin, les prochains ministre ne doivent pas se leurrer : l'objectif escompté passe d'abord et avant tout par une modernisation à grande vitesse de pans entiers de l'infrastructure physique existant dans le pays - électricité, Internet, routes, transport public, etc. - qui connaissent de grands retards de développement. Sur ce dernier créneau, l'une des premières tâches qui incombent au prochain gouvernement est d'entériner le projet de développement des transports en commun dans le Grand Beyrouth, approuvé par la Banque mondiale, qui prévoit la construction de 40 kilomètres de voies rapides et la circulation de 120 grands bus, mais dans l'attente d'une approbation par le Conseil des ministres.

Au niveau des secteurs productifs, le développement de celui des hautes technologies devrait figurer au cœur des priorités du prochain cabinet : la création d'un noyau de Silicon Valley, au vu du potentiel existant et du développement à grande vitesse de ce secteur au cours de la dernière décennie, serait fortement souhaitable, en sus de l'amélioration de l'infrastructure physique – notamment la baisse des tarifs de la communication et d'Internet, capitale pour le développement de ce domaine en particulier.

Quant aux secteurs émergents, le prochain cabinet devra notamment se pencher sur le déroulement de la première phase de prospection offshore, et veilleur au bon fonctionnement de ce processus capital en vue du lancement d'un nouvel appel d'offres ainsi que sur la création d'un fonds souverain et celle d'une compagnie pétrolière nationale.

Au niveau social, le nouveau conseil des ministres devra enfin s'attaquer d'urgence au régime de couverture sociale et d'assurance vieillesse, qui a fait l'objet de plusieurs moutures de nouveaux projets de loi depuis une décennie restés tous lettres mortes, à l'heure où 50% de la population ne bénéficie toujours pas d'une couverture privée ou publique et que la paupérisation ne cesse de gagner du terrain.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La propension à consommer dans l'économie libanaise

Roger Khayat

Comprendre l'économie ! L'entrepreneur est le premier concerné. L'économie détermine son avenir, explique ses succès et ses échecs. L'homme d'État est encore plus concerné car les politiques publiques définissent le progrès de la vie nationale. Malheureusement, souvent, il ne le réalise pas. Pour lui l'économique est une donnée qui échappe au politique. Une simple donnée dont il suffit de tenir compte, sans essayer de la modifier. Chômage et crises sont des fatalités avec lesquelles il faut composer. Il suffit de contrôler l'inflation.

Les problèmes qui tombent sur la scène publique suscitent des discussions souvent animées et contradictoires là où un accord coulerait de source. C'est la première raison du « blocage » de la plupart des mesures économiques, à commencer par les projets gelés depuis des années au Parlement.

Si l'entrepreneur cernait mieux le langage économique afin que la controverse se déplace au niveau du fond, la politique économique serait plus rationnelle et bien des conflits virtuels pourraient se dissiper. ECONEWS, qui est l'outil de l'entrepreneur, se devait d'être attentive à ce phénomène, d'examiner certaines situations sans s'arrêter aux lieux communs, aux paradigmes connus et incompris, et d'aller au fond des choses, de les expliquer, et de convaincre avant d'admettre.

La propension à consommer

Premier miracle libanais. La consommation au Liban est depuis longtemps largement supérieure au produit intérieur brut. Par conséquent, comment faut-il interpréter les plaintes sur la faiblesse du marché ?

D'abord d'où vient cette surconsommation ? Le PIB enregistre les

> « ENSEIGNEZ LUI LA LOI DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE ET VOUS EN FEREZ UN ÉCONOMISTE DISTINGUÉ »

biens et services produits chaque année dans le pays. La dépense nationale repose sur les revenus de la production, lesquels sont nécessairement inférieurs au PIB, plus les transferts nets de revenus que les familles reçoivent des travailleurs expatriés, soit 7 à 9 milliards de dollars par an, les cinq dernières années. Aussi, un nombre de plus en plus important de chômeurs ont eu recours à la vente d'un lopin de terre ou d'un appartement ou à l'endettement pour vivre sans produire. Ajoutez à cela le déficit de l'État. On voit bien que le flux monétaire disponible à la consommation est bien plus grand que le PIB. Comment a-t-on pu éviter l'inflation ? Et à quel prix ?

Par conséquent, ce n'est pas la demande globale qui est déficitaire, mais la demande de produits et services libanais. C'est pourquoi, en pleine crise, le déficit du commerce extérieur s'est creu-

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

sé et a enregistré 15,728 milliards de dollars en 2016 et 20,286 milliards de dollars en 2017. Comme on le voit, les moyens générés ont favorisé l'importation et n'ont eu aucun effet positif, ni sur la production locale ni sur l'emploi. L'ouverture est un luxe : c'est-à-dire qu'elle permet d'optimiser les ressources et d'étendre le marché des pays avancés à haute productivité mais ruine les pays qui souffrent de retard dans ce domaine. Comment, depuis deux décennies, les responsables politiques et l'administration qui les assiste, se sont-ils échinés à signer des accords commerciaux paritaires, éliminant les droits de douane de part et d'autre ? La formation, la mise à niveau, l'innovation, les crédits assistés et autres dons ne sont finalement que des détails insignifiants dans l'élaboration d'une politique économique. L'essentiel est de garantir les grands équilibres de l'offre et de la demande.

Propension, valeur et prix

La « propension » échappe à l'économique, elle est d'ordre physiologique, psychique, biologique, social, hédoniste, etc. Plus subtile que « les besoins et les désirs », elle peut avoir plusieurs dimensions : propension à consommer, à épargner, à investir, etc. Ainsi, le fondement de l'économique se situe en dehors de l'économie.

La propension intègre l'économie grâce à la notion de « valeur ». Le travail crée de la valeur. Pour Ricardo, « l'unité de valeur est le travail chronométrique ». L'individu est compensé de son travail par un salaire et/ou des honoraires calculés à l'heure, à la journée, au mois mais aussi à la tâche afin d'encourager un meilleur rendement. Cependant, dans le calcul des coûts, le travail est ramené à un temps de production correspondant aux facteurs employés. Les biens et services ont une valeur relative (proportionnelle entre eux) qui correspond théoriquement, toute chose égale par ailleurs, au travail chronométrique qui leur est consacré.

> « LA DETTE PUBLIQUE REPRÉSENTE QUATRE ANS DE DÉFICIT COMMERCIAL »

Cette valeur se traduit en présence de la monnaie par un prix, la valeur prend un caractère absolu ou monétaire. Une demande libre, hétéroclite, dont le pouvoir d'achat est né dans le travail, se trouve en face d'une offre organisée qui a essayé de la prévoir et de s'y adapter. Dans la mesure où elle réussit, le produit devient plus recherché et sa valeur augmente, et réciproquement. Ainsi, la valeur est au départ fruit du travail « prix naturels ». Les « prix projetés » sont fonction de l'offre et de la demande. Les « prix effectifs » doivent obéir à la réalité de cette offre et de cette demande.

Propension à importer

Le prix, fruit de l'offre et de la demande, est un agrégé des forces qui mettent les biens et les services de façon durable sur le marché. Bien malin toutefois celui qui prétendrait pouvoir détecter les ressorts durables de l'importation. Si le commerce international a une fonction économique évidente, celle d'optimiser les ressources, cela est loin d'expliquer 80% des décisions d'importation. En particulier de nos jours, où les labels (haut de gamme) et les marques (confiance) pèsent plus lourd auprès de la majorité des consommateurs.

Le plus important reste le besoin d'identification. À qualité égale, et prix supérieur, on opte pour un produit importé qu'on ne risque pas de trouver chez le voisin. Il y a une vingtaine d'années, si je me souviens bien, la Honda primait sur le marché turc sur la cylindrée équivalente de Nissan. Une usine d'assemblage Honda a été installée en Turquie pour servir le marché intérieur. Subitement, la Nissan s'est mise à primer à son tour, les utilisateurs ne voulant pas avoir la voiture de « tout le monde ».

L'Italie est le plus grand exportateur de cravates, et en même temps le plus grand importateur. C'est la règle moderne des échanges internationaux. Désormais, un État n'a avantage à signer un accord de libre-échange que s'il est capable d'exporter 80% de sa production agricole et industrielle. Sinon, il va se retrouver avec 80% de la consommation déviée vers une importation ni moins chère ni meilleure et des édiles à qui il se plaint et qui lui expliquent qu'il ne sait pas produire. Si les gouvernements de l'époque en étaient conscients, le Liban aurait évité 5 milliards de dollars de déficit supplémentaire en 2017.

Les politiques non seulement ne le savaient pas mais ils n'écoutaient pas non plus.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le Conseil d'affaires libano-saoudien hôte de Saad Hariri

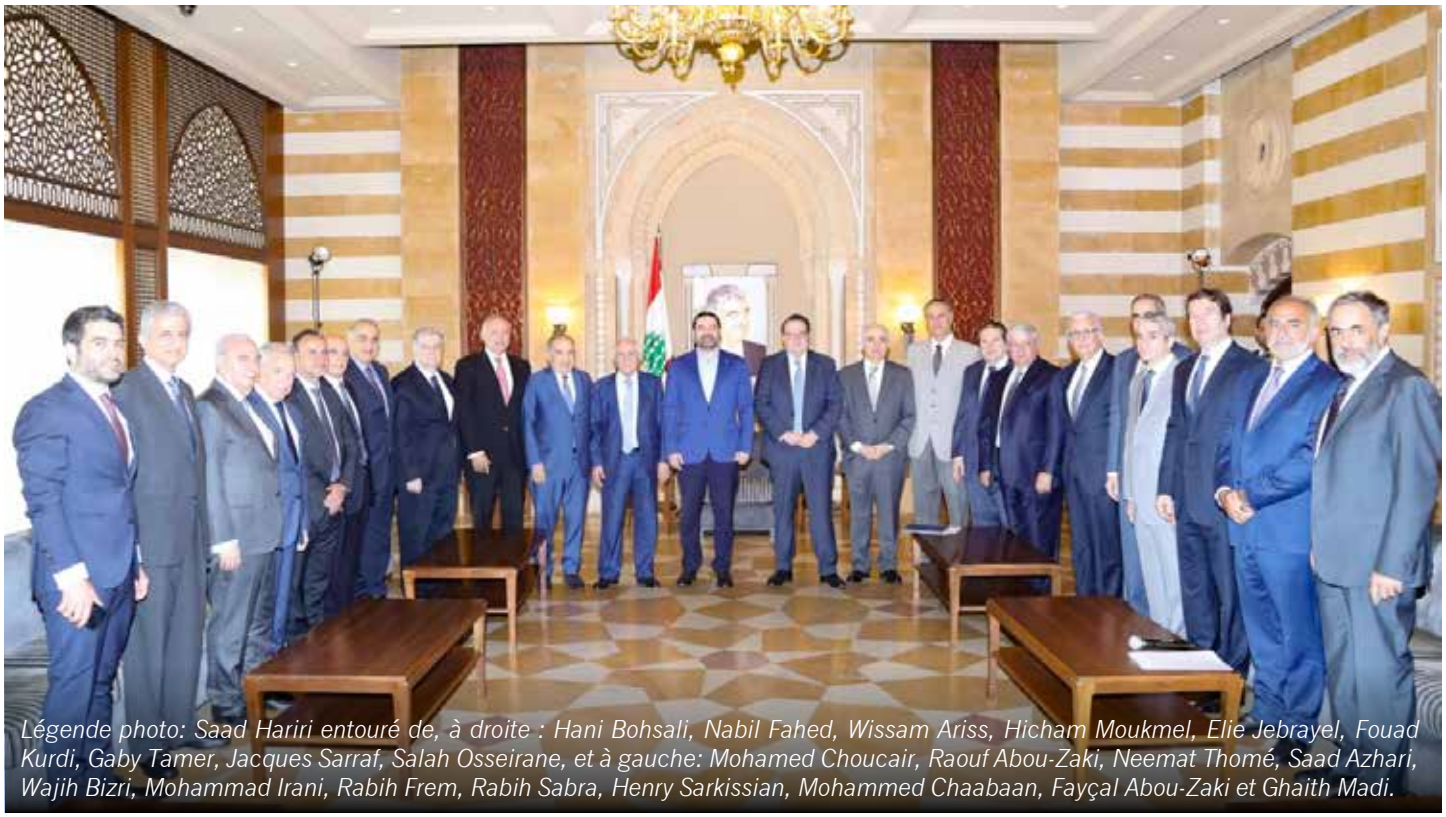
Le président du Conseil des ministres a reçu le 5 juin une délégation du Conseil d'affaires libano-saoudien emmenée par son président, Raouf Abou-Zaki, en présence de Mohamed Choucair, le président des organisations économiques et de la Fédération des chambres de commerce libanaises. Le soutien du Royaume ainsi que le renforcement des relations économiques et des investissements entre les deux pays étaient au cœur des discussions.

La délégation hôte du Premier ministre Saad Hariri a rassemblé le président des organisations économiques (OE), Mohamed Choucair, le député Nehmé Tohmé et le président du Conseil économique et social (CES), Charles Arbid. Étaient aussi au rendez-vous, les hommes d'affaires suivants : Jacques Sarraf, Salah Osseirane, Nabil Fahed et Gaby Tamer également vice-président respectifs de la CCI de Beyrouth et du Mont-Liban, Wajih Bizri, Saad Azhari, Henry Sarkissian, Mohammed Chaabaan, Rabih Frem, Wissam Ariss, Mohammad Irani, Ziad Kanaan, Elie Jebrayel, Ghaith Madi, Hicham Moukmel, Fouad Kurdi, Hani Bohsali, Fayçal Abou-Zaki et Rabih Sabra, le directeur général de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban.

Le soutien inaliénable de l'Arabie saoudite au Liban

Les échanges ont principalement porté sur les enjeux économiques. En s'adressant à ses convives, le Premier ministre a dans un premier temps salué le travail du Conseil d'affaires libano-saoudien en faveur du renforcement des échanges économiques et commerciaux entre Beyrouth et Ryad. Il a aussi souhaité que le Conseil puisse augmenter les investissements entre les deux pays.

Saad Hariri a ensuite assuré ses invités de « la profondeur des liens unissant nos deux pays ». Il a fait part du « souhait du roi Abdel Salmane Ben Abdel Aziz et du prince héritier Mohammad Ben Salmane que le Liban et ses forces vives œuvrent



Légende photo: Saad Hariri entouré de, à droite : Hani Bohsali, Nabil Fahed, Wissam Ariss, Hicham Moukmel, Elie Jebrayel, Fouad Kurdi, Gaby Tamer, Jacques Sarraf, Salah Osseirane, et à gauche: Mohamed Choucair, Raouf Abou-Zaki, Neemat Thomé, Saad Azhari, Wajih Bizri, Mohammad Irani, Rabih Frem, Rabih Sabra, Henry Sarkissian, Mohammed Chaabaan, Fayçal Abou-Zaki et Ghaith Madi.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

tous ensemble en mettant en place tous les efforts possibles afin que les relations bilatérales entre les deux pays soient à la hauteur des aspirations et de ce que mérite les deux peuples libanais et saoudien ».

Le dirigeant a ajouté : « Tout le monde sait combien le prince héritier soutient le Liban et aussi qu'il joue un rôle fort de médiation et de dialogue en faveur de la stabilité politique, sécuritaire, sociale et bien sûr économique du Liban ».

Saad Hariri a également salué les nombreux efforts entrepris par Mohamed Ben Salmane en faveur de la réussite de CEDRE à Paris et de la conférence de soutien à l'armée libanaise et aux Forces de sécurité intérieure à Rome.

Interrogé sur la formation du nouveau gouvernement, il s'est voulu rassurant en déclarant que cela serait fait au plus tôt.

Rencontre économique saoudo-libanaise le 13 juillet à Beyrouth

À son tour, le président du Conseil d'affaires libano-saoudien, Raouf Abou-Zaki, a chaleureusement remercié Saad Hariri pour son invitation. « C'est un honneur pour moi de présider cette délégation de membres éminents du Conseil d'affaires libano-saoudien, des hommes d'affaires issus de tous les secteurs économiques du Liban », a-t-il déclaré. « Durant cette rencontre, nous avons informé le Premier ministre des différentes actions entreprises par notre Conseil d'affaires et surtout de la tenue prochaine de la rencontre économique saoudo-libanaise qui se tiendra à Beyrouth le 13 juillet courant. Elle comptera des hommes d'affaires issus des deux pays », a-t-il poursuivi. Notons aussi que cette rencontre se tiendra au lendemain de la 26e session annuelle du Forum économique arabe.

« Cet événement d'envergure se tiendra en présence de son parrain, Saad Hariri, et rassemblera près de 600 personnalités du monde des affaires issues de plus de 30 pays arabes et étrangers », a ajouté Raouf Abou-Zaki. Durant cet événement, le directeur général du Fonds saoudien pour le développement, Yousef Al-Bassam, sera également honoré.

Le responsable a aussi confié au Premier ministre libanais que la rencontre du 13 juillet comptera aussi « une délégation koweitienne qui sera présidée par le président du Conseil de la nation du Koweït ».

Concernant les diverses actions entreprises par le Conseil mixte libano-saoudien, il a expliqué qu'elles ont pour objectif le renforcement, le dynamisme et la mise en valeur des relations bilatérales entre l'Arabie et le Liban. « Nous souhaitons que, l'été arrivant, le Liban puisse accueillir en grand nombre les touristes des pays du Golfe et en particulier d'Arabie saoudite et du Koweït », a ajouté Raouf Abou-Zaki.

S'adressant au Premier ministre, il a continué : « La délégation souhaite la formation d'un gouvernement au plus vite ». Ce à quoi Saad Hariri a répondu : « Je mets les bouchées doubles pour que le gouvernement puisse voir le jour au plus vite ». Saad Hariri a également souhaité que les responsables choisis soient suffisamment compétents afin que le nouveau gouvernement puisse prendre ses responsabilités et entreprendre des projets, en particulier ceux décidés durant CEDRE et qui seront au cœur des préoccupations et de l'étude de la part du gouvernement et du secteur privé.

Diverses questions économiques concernant le Liban et l'Arabie saoudite ont par ailleurs été évoquées durant cette rencontre. Les prochaines visites bilatérales entre des représentants des secteurs privés des deux pays ont aussi été abordées.

Notons enfin qu'une délégation économique libano-saoudienne se rendra prochainement à Ryad afin de rencontrer les responsables de chambres de commerce saoudiennes, en particulier les conseils d'administration des chambres de commerce et d'industrie et des responsables du Royaume.

Bienvenue à *ECO*NEWS

Enregistrez-vous et recevez gracieusement votre copie digitale.
Envoyer un Email à :
Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Pour une coopération tripartite entre les universités, les centres de formation, le public et le privé

À Barcelone, Rabih Sabra discute du renforcement des liens entre l'enseignement supérieur et la formation professionnelle pour mieux répondre aux besoins du monde socio-économique. Un séminaire organisé par l'UNIMED, l'UpM et l'ETF.

« Les parcours éducatifs : comment renforcer les passerelles et les liens entre l'enseignement supérieur et la formation professionnelle pour répondre aux besoins du monde socio-économique ? » est la thématique d'un séminaire organisé le 8 mai à Barcelone dans le cadre du projet RESUME (Réseau méditerranéen pour l'employabilité), en partenariat avec l'UNIMED, le Secrétariat général de l'UpM et l'ETF. À cette occasion, la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban était représentée par son directeur général.

L'événement s'est tenu en présence de Saïd Bhira, conseiller spécial auprès du secrétaire général pour l'enseignement supérieur et la recherche de l'Union pour la Méditerranée (UpM) et de Wail Benjelloun, président de l'UNIMED (Union des universités de la Méditerranée).

De la première session, intitulée « Articulation des politiques publiques de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle : bonnes pratiques, difficultés et perspectives », il est ressorti le constat suivant : la coordination des politiques publiques de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle est un défi majeur dans la région que l'on soit au Maroc, au Liban ou en Tunisie touit comme l'indispensable analyse des besoins en compétences sur le marché du travail selon son évolution par pays.

Durant ce premier panel, il a été question des différentes bonnes pratiques de renforcement de la coopération entre les systèmes de formation et le marché du travail : avantages fiscaux pour les entreprises qui investissent dans la formation et la recherche, soutien à la création d'incubateurs par la Banque du Liban, etc.

Le respect des spécificités de chaque pays était au cœur des recommandations. Toutefois, les problèmes étant souvent similaires même si les systèmes diffèrent d'un pays à l'autre, les intervenants ont conseillé de trouver des solutions communes.

Comment améliorer le dialogue entre les universités les centres de formation professionnelle et les entreprises ?

La deuxième table ronde a porté sur l'échange d'expériences et de bonnes pratiques afin d'améliorer le dialogue entre les universités et les centres de formation professionnelle et les entreprises. Elle a rassemblé, aux côtés du directeur général de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Slassi Sennou, président du directoire de l'Observatoire des métiers et compétences des branches professionnelles de la CGEM (Confédération générale des entreprises du Maroc), Sélim Mekdessi, professeur à la Faculté des sciences économiques et de gestion et directeur de la Mutuelle des professeurs de l'Université libanaise, Ali Mitiraoui, président de l'Université de Sousse en Tunisie et Hafida Mderssi, directrice du centre d'accueil, d'information, d'orientation et de suivi, à l'Université Mohammed V de Rabat.

Les intervenants ont appelé « les institutions et acteurs de l'enseignement formel (tous les niveaux de qualification) et ceux de la formation non-formelle à collaborer et à co-construire des solutions viables contribuant à l'employabilité des jeunes et de la population en général ».

« La formation universitaire est une ressource de premier ordre au Liban et un facteur essentiel de son développement économique », a martelé Rabih Sabra affirmant que la fonction principale de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban est « d'assurer le développement de l'entreprise ». À titre d'exemple, il a rappelé que « la Chambre de commerce a participé aux projets TEMPUS EDIP et PACOM pour déterminer les attentes en compétences de la part du marché de l'emploi, ainsi qu'au programme VET de l'ETF pour adapter les référentiels à ces attentes. Par le biais de l'European Neighborhood Instrument, la Chambre a œuvré pour favoriser l'insertion en stage des diplômés libanais. Un master en entrepreneuriat sera bientôt lancé en collaboration avec l'ESA pour enrayer la fuite des cerveaux du pays ».

Quant au Maroc, « des facteurs récents tels que la volatilité de l'économie, l'incertitude et les mutations du marché de l'emploi créent de nouvelles difficultés, notamment parce que le secteur informel y est très important. Il faut donc doter les PME d'outils pertinents pour anticiper les attentes du marché. Il est nécessaire d'instaurer une « coopétion » (mélange de coopération et compétition) au niveau des différentes branches professionnelles, de manière à redéfinir les relations avec le marché selon des chaînes de valeurs communes.

En Tunisie, plusieurs outils sont mobilisés par l'Université de Sousse en faveur de l'employabilité des étudiants : programme MobiDoc (bourses aux doctorants octroyés par les entreprises lorsque le sujet de thèse répond à un besoin spécifique de l'entreprise), BUTT (bureau de transfert technologique), centres 4C, projets Erasmus+ dont TUNED, RESUME, SEMSEM pour favoriser les stages en entreprise, observatoires, etc.

Au Liban, le projet RESUME, grâce notamment au réseautage intra-méditerranéen instauré entre les partenaires, a permis à l'Université libanaise de bénéficier d'un certain nombre de bonnes pratiques liées à l'employabilité des diplômés, dont la réalisation de séminaires et de conférences qui ont disséminé la culture de l'entrepreneuriat, l'augmentation de la mobilité en stage des étudiants (projet D2E), le développement de la recherche appliquée (programme MobiDoc).

Anomalies du marché libanais de l'emploi

Au niveau des défis, Rabih Sabra a dressé un panorama de l'état de l'enseignement et de l'emploi au Liban pour appréhender son contexte assez particulier. « Concernant l'enseignement général, le Liban jouit d'une réputation de renommée internationale tant au niveau des établissements scolaires que des instituts d'études supérieures principalement privés», a-t-il déclaré. « L'enseignement technique, essentiellement public, est mal considéré par la population et se limite aux élèves ayant interrompu leur scolarité », a-t-il indiqué.

Le directeur général a par ailleurs mis en lumière les anomalies dont souffre le marché de l'emploi. « Au niveau structurel, l'établissement public principalement chargé de l'emploi est peu performant. En l'absence de stratégie nationale pour les jeunes diplômés et compte tenu de l'insuffisance de statistiques actualisées sur l'offre et la demande, les jeunes diplômés sont livrés à eux-mêmes, au support de certaines universités qui reçoivent et canalisent l'offre d'emploi, et à l'effort prodigué par certaines organisations et agences privées de recrutement », a déploré Rabih Sabra. « Approximativement, seuls 5 000 sur les 30 000 diplômés annuels ayant majoritairement achevé des études supérieures en ingénierie, droit ou médecine, trouvent un emploi au Liban, principalement à travers leur réseau de relations ou le bouche-à-oreille. Quant aux 25 000 restants, ils sont généralement amenés à s'expatrier à la recherche d'un travail bien rémunéré, essentiellement dans les pays du Golfe, en Afrique et en Europe ».

« Le marché libanais de l'emploi souffre aussi du ralentissement économique survenu depuis plusieurs années suite au contexte géopolitique régional », a-t-il poursuivi. Aussi pour remédier au manque de techniciens et de main-d'œuvre de base dans de nombreux domaines tels que le bâtiment, l'agriculture et les métiers manuels, le Liban a recours à la main d'œuvre importée. « La présence de quelques 1 million et demi de réfugiés syriens au Liban depuis quelques années a inondé le marché avec ce type de main-d'œuvre et a contribué à l'accentuation du taux de chômage et d'émigration parmi les Libanais, » a continué le responsable.

Rabih Sabra intervenant durant le séminaire.

Qu'en est-il des opportunités au Liban ?

« L'insertion professionnelle et l'employabilité des jeunes diplômés sont des enjeux stratégiques majeurs pour les universités de par l'attente forte des étudiants s'inscrivant dans une formation. Elles constituent également une nécessité pour les entreprises engagées dans une concurrence mondiale et qui ont besoin d'un recrutement de qualité pour satisfaire des clients de plus en plus informés et exigeants », a-t-il aussi relevé.

C'est pourquoi, Rabih Sabra insiste : « Il est inévitable de formaliser la coopération tripartite entre les universités et centres de formation professionnelle, les organismes publics et les établissements privés à travers l'instauration d'une plateforme permanente ayant pour principale fonction l'adaptation de la formation aux besoins du marché de l'emploi (…). Il s'agit aussi dans un univers concurrentiel et compétitif au niveau de l'entreprise de privilégier la formation continue, qui constitue un outil essentiel, à la fois pour l'entreprise et le salarié, leur permettant de développer de nouvelles compétences et d'améliorer l'efficacité et la productivité ».

Au niveau de l'université, il a appelé au renforcement en moyens et en ressources des bureaux de liaison avec les entreprises. « Leur travail ne doit plus se limiter à la publication d'offres d'emplois mais s'étendre à l'organisation de projets communs avec les entreprises et la Chambre ».

Rabih Sabra a enfin appelé à « un rapprochement plus effectif entre les acteurs précités et les pépinières, incubateurs et accélérateurs actuellement très actifs au Liban afin de favoriser également la création et le développement de l'emploi ».

Recommandations :

- Instaurer la « coopétion » sur le marché de l'emploi.
- Dépasser le diagnostic-traitement-suivi.
- Favoriser la concertation des efforts.
- Appuyer la gouvernance multi-acteurs et l'ancrage territorial des mesures.
- Anticiper les besoins et être à l'écoute du marché.
- Impliquer davantage les entreprises dans la conception des enseignements.
- Former en fonction des compétences attendues et des chaînes de valeurs communes.
- Renforcer l'enseignement par alternance.
- Impliquer les médias dans la diffusion des contenus et des services existants.
- Consolider les stages en entreprise.
- Repenser en profondeur la fonction de l'université.
- Créer des professionnels socialement utiles.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Promotion du dialogue social à la Chambre de Beyrouth et du Mt-Liban- locaux de Jounieh

Dans le cadre du projet financé par l'Union européenne d'« assistance technique pour soutenir la promotion du dialogue social au Liban », le ministère libanais du Travail a organisé le 5 juin dernier à la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mt-Liban dans ses nouveaux locaux de Jounieh, en coopération avec l'Office national de l'emploi et GOPA Consultants, un séminaire sur le rôle du ministère et des institutions connexes – Fondation nationale pour l'emploi et Fonds national de sécurité sociale - des éléments clés dans la promotion du dialogue social.

L'UE finance dix séminaires à travers le Liban pour promouvoir le dialogue social

Cette rencontre qui s'est tenue dans les nouveaux locaux de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban récemment inaugurés à Jounieh a été la deuxième d'une série de dix séminaires qui seront organisés dans toutes les régions libanaises pour sensibiliser et promouvoir le dialogue social sur les questions liées à la promotion de l'emploi, la formation professionnelle, la sécurité du travail, la sécurité sociale, en plus du rôle et des services du ministère du Travail, des institutions similaires et des partenaires sociaux.

Ce séminaire s'est tenu en présence de représentants du Ministère du Travail, de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, de la Confédération Générale des Travailleurs Libanais, de l'Association des Industriels Libanais, du Bureau National de l'Emploi, des entreprises membres ainsi que des représentants de municipalités, syndicats et d'associations non gouvernementales.

Nabil Fahed : Considérer la Chambre de commerce comme l'une des institutions les plus représentatives du secteur privé au sein du conseil d'administration de la CNSS

Dans un mot d'ouverture, Nabil Fahed, le vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, a d'abord remercié l'Union européenne pour son initiative et a souhaité la bienvenue aux présents

De droite à gauche: Marilyn Atallah, Jean Abi Fadel, Béchara Asmar, Nabil Fahd, Rabih Kabbara et la modératrice Ghada Balout Zaitoun.

dans les nouveaux locaux de la CCI de Beyrouth et du Mont-Liban. « Ce lieu a été béni par le patriarche Béchara Raï lors de son inauguration, c'est un lieu propice pour le dialogue et l'échange d'idées et une occasion pour renforcer la présence économique dans la région. »

Il a ensuite exposé les mesures prioritaires pour réduire le déficit qui paralyse la capacité de l'État à promouvoir le développement économique. Il a ainsi appelé à « créer une atmosphère et un environnement propices à l'investissement, lutter contre la corruption, activer concrètement le partenariat entre le secteur public et le secteur privé à travers un partenariat dans la gouvernance, la gestion, la finance et la mise en œuvre des projets ».

Pour ce qui est des travailleurs, Nabil Fahed a énuméré comme priorités : « celle de considérer la Chambre de commerce comme l'une des institutions les plus représentatives du secteur privé au sein du conseil d'administration de la CNSS », explique-t-il.

Il a ensuite déclaré qu'« il est impératif de renouveler le contrat social » et mis l'accent sur la nécessité « d'amender le Code du travail en fonction des développements sociaux, économiques et technologiques surtout en ce qui concerne la jurisprudence du travail et les conseils d'arbitrage. » Il a ensuite mis l'accent sur l'article 50 qui organise en partie le travail et sur la nécessité de faire preuve de fermeté sur le respect de son application tout en opérant une certaine flexibilité pour s'accommoder aux évolutions technologiques et démographiques.

En ce qui concerne les contrats à temps partiel, le vice-président de la Chambre a souhaité que « la couverture sociale soit digne de ce nom et suffisante pour couvrir la personne concernée contre les risques et ainsi le contrat à temps partiel sera respectable. » Il a par ailleurs appelé à une harmonisation des capacités financières des entreprises et en même temps des prestations sociales à l'employé sans que cela ne soit inadapté à l'entreprise.

« Il faut éviter que le secteur privé ne

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

remplace l'État dans sa dynamique et surtout dans ce cadre », a certifié en clôture Nabil Fahed.

Rabih Kabbara, représentant le Ministre du Travail, a pour sa part remercié l'Union européenne pour son rôle clé dans le financement et la réalisation de ce projet. « Le ministère est conscient de l'importance du dialogue social comme outil idéal pour soutenir la démocratie, les droits de l'homme, la justice sociale ainsi que la promotion de la bonne gouvernance et de l'égalité des sexes », a-t-il dit.

« Toutes les institutions de l'État, en particulier les ministères et les institutions publiques, souffrent d'une grave pénurie en ressources humaines, de systèmes et de structures affaiblies par le temps, lesquelles ne sont plus appropriés à l'augmentation de la population », a par ailleurs soulevé le responsable. « Au ministère, nous sommes en train de mener des études approfondies en coopération avec les ministères compétents, notamment le ministère du Développement administratif, pour développer le ministère du Travail et les institutions qui y sont liées par la mécanisation et l'informatique afin d'augmenter la productivité et faciliter le travail des citoyens ».

« En coopération avec le Conseil de la fonction publique, nous envisageons également un mécanisme pour pourvoir les postes vacants dans notre administration à travers des jeux réguliers pour fournir des opportunités aux personnes qualifiées afin de rejoindre l'équipe et chercher à développer la gestion », a-t-il conclu.

Béchara Asmar : La CGTL apporte son soutien absolu aux OE à condition qu'elles se mettent d'accord avec les partenaires de production pour éviter une explosion sociale

De son coté, Marilyn Atallah, la chef du département de contrôle du travail des étrangers, représentant Georges Aida le directeur général du ministère du Travail, a déclaré : « Le ministère du Travail apporte son soutien à toutes les initiatives en faveur de la promotion du dialogue social, c'est un principe fondamental pour le ministère, dédié au partenariat entre toutes les parties prenantes des secteurs de production ». Elle s'est ensuite voulue rassurante en présentant le rôle du ministère en faveur de la protection de la main d'œuvre libanaise et de la défense de ses droits ainsi que le texte de loi lié aux questions de l'emploi.

Marylin Atallah a par ailleurs expliqué que le ministère du Travail joue un rôle clé dans l'établissement des règlements internes des institutions qui régissent la relation entre les salariés et les employeurs et permet de les protéger.

Le président de la Confédération générale des travailleurs (CGTL) a pour sa part assuré que « le principe du dialogue est très important et nécessaire, et qu'il doit être basé sur la solidarité ».

« Ce que nous observons malheureusement aujourd'hui, est qu'une grande partie des organisations économiques et des employeurs imposent délibérément leurs conditions aux travailleurs libanais sous forme de contribution, de décaissement ou en faisant appel à une main d'œuvre étrangère dans plusieurs secteurs », a déploré Béchara Asmar.

Le syndicaliste a ensuite appelé « à la relance du comité tripartite », l'indicateur, selon lui, « le plus important parce que nous arrivons au dialogue concernant la correction des salaires, et c'est un dialogue tripartite ».

Le chef des travailleurs a ensuite affirmé : « Le dialogue est le moyen de lutter contre la corruption, le dialogue pour la réforme, pour se comprendre, et pour donner aux gens leurs droits ». Il a enfin prévenu : « J'assure que la CGTL apporte son soutien absolu aux organisations économiques afin de faciliter leurs tâches, mais à la condition que les OE se mettent d'accord avec les partenaires de production pour éviter une explosion sociale ».

Marilyn Atallah : La décision du ministère du Travail de réglementer le travail des bureaux de recrutement et d'imposer au notaire un contrat uniforme pour les travailleurs domestiques

Dans la deuxième partie du séminaire, Jean Abi Fadel, le directeur général de l'Organisation nationale pour l'emploi, a notamment présenté les projets entrepris en coopération avec les organisations étrangères, dont la Banque mondiale, dans le projet du travail national permettant de former et d'employer 12 000 Libanais sur une période de cinq ans, mais aussi avec l'OIT et l'UNICEF concernant les secteurs du marché du travail. Il a mis en lumière l'écart important entre l'offre et la demande. Le responsable a également mentionné que « les institutions et 90% des demandeurs utilisent des sites web pour trouver un emploi ».

Marilyn Atallah a pour sa part présenté les services du ministère du Travail liés aux travailleurs domestiques, précisant que la majorité des travailleurs étrangers travaillent dans le secteur du nettoyage, le travail domestique, l'agriculture et les secteurs dans lesquels les Libanais ne travaillent pas.

« En conséquence de la tromperie des travailleurs étrangers dans les termes du contrat de travail du pays d'origine, le ministère du Travail est intervenu et a introduit des mesures réglementaires pour le secteur », a-t-elle expliqué. « Les travailleurs domestiques ne sont pas soumis au Code du travail et ne bénéficient pas de la protection des travailleurs ordinaires, mais sont couverts par le Code des obligations et des contrats », a-t-elle ajouté.

Marilyn Atallah a ensuite évoqué « la décision du ministère du Travail de réglementer le travail des bureaux de recrutement et d'imposer au notaire un contrat uniforme pour les travailleurs domestiques, dans lequel les droits, devoirs et responsabilités étaient déterminés ». « Le ministère a également mis en place une ligne d'assistance en coordination avec la sécurité publique pour recevoir les plaintes des travailleurs domestiques », a-t-elle dit.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Inauguration de l'exposition ExpLORE par le ministre sortant du Tourisme

Organisée par la Fondation Elie Rizk pour le développement et parrainée par le ministère du Tourisme en collaboration avec la Fédération des chambres de commerce libanaises, l'exposition ExpLORE a ouvert ses portes au public pour sa première édition du 22 au 24 juin à la Marina de Beyrouth. Cette première édition réussie était notamment consacrée aux activités et sports pratiqués dans la nature ainsi qu'à l'écotourisme.

C'est le ministre sortant du Tourisme, Avédis Guidanian, qui a inauguré l'événement en présence de son initiateur, Elie Rizk, président de l'Association des expositions et des conférences et de Mohamed Choucair, président des organisations économiques et des chambres de commerce libanaises. Un parterre d'hommes d'affaires, d'entreprises et de municipalités participantes était également au rendez-vous. L'exposition s'est déroulée sur trois jours, de 17h à minuit.

Elie Rizk et le ministre sortant du Tourisme Avédis Guidanian inaugurent l'exposition en présence de personnalités diverses.

Avédis Guidanian : Cette exposition met l'accent sur la diversité du tourisme au Liban

« ExpLORE met la lumière sur les avantages compétitifs ruraux et naturels dont jouit le Liban, considéré comme l'une des destinations touristiques les plus en vus », a déclaré Avédis Guidanian après avoir coupé le ruban rouge. Le ministre a poursuivi : « Le Liban dispose d'une diversité géographique, environnementale et naturelle propice pour ce type de tourisme incluant des activités attrayantes pour les touristes arabes et étrangers qui souhaitent entreprendre des activités d'évasion et de découverte d'envergure ».

« Le Liban est toujours l'une des destinations les plus prisées au monde par le touriste étranger avant celui du monde arabe », a insisté Avédis Guidanian.

« Tout le monde devrait visiter cette foire afin de découvrir les services touristiques ruraux et environnementaux qui sont un avantage compétitif de notre pays ».

Le ministre a par ailleurs qualifié de « prometteuse » la situation touristique du pays en ce début d'été 2018, indiquant que les données étaient positives notamment au niveau de la stabilité sécuritaire. Il s'est enfin dit confiant quant à « la formation d'un gouvernement qui permettra de stimuler rapidement l'arrivée de touristes des pays du Golfe pendant la saison estivale ».

De l'importance du tourisme rural et environnemental pour attirer les investissements et agrandir notre économie nationale

À son tour, Mohamed Choucair a félicité les organisateurs de cette exposition pour « ce merveilleux travail qui aidera à commercialiser le Liban au niveau du tourisme rural et environnemental et de multiples autres activités organisées dans la nature ». Il a par ailleurs salué « le secteur privé libanais pour sa résilience, sa fermeté et sa détermination à aller de l'avant en proposant toutes ces activités, et surtout pour sa foi en le Liban ».

« Il ne fait aucun doute que la diversité

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

de l'environnement, de la nature et de la géographie du Liban en fait un centre à part pour ce type d'activité touristique », a poursuivi le président des organisations économiques.

Il a ajouté: « Quelle que soit notre fonction, nous souhaitons mettre toute notre capacité, nos relations et nos efforts afin que le Liban puisse retrouver son rôle pionnier dans le secteur touristique dans la région et dans le monde ». Il a aussi conseillé: « Avant d'aller à droite et à gauche, le Liban doit récupérer ses touristes des pays du Golfe car, pour l'instant, nous ne sommes pas encore en mesure de trouver de vraies alternatives pour combler l'énorme écart dans les revenus du tourisme ».

Mohamed Choucair a enfin souhaité que « le nouveau gouvernement puisse voir le jour rapidement, car il permettra de rétablir la confiance en premier lieu des Libanais et ensuite de nos frères arabes, en particulier ceux des pays du Golfe, qui, nous le souhaitons fortement, reviendront au Liban pour passer leurs vacances d'été ».

« Nous œuvrons pour confirmer le rôle du Liban en tant que destination touristique et d'investissement », a déclaré de son côté Elie Rizk. « À travers cette exposition de premier plan, nous visons à joindre nos efforts à ceux du ministre du Tourisme et du président des organisations économiques afin de nous concentrer sur l'importance du tourisme rural et environnemental, sur les loisirs, la santé et le sport pour attirer les investissements nécessaires pour réaliser des projets attrayants afin d'agrandir la taille de notre économie nationale et ouvrir ainsi la voie à de nouveaux emplois dédiés aux Libanais et en particulier aux jeunes afin qu'ils restent dans leurs régions ».

Le président de la Fondation Elie Rizk pour le développement a ajouté : « L'exposition ExpLORE offre en effet une réelle opportunité aux municipalités de toutes les régions libanaises et aux entreprises opérant dans ces domaines de travailler avec nous pour promouvoir leurs régions respectives et stimuler le tourisme local et international».

Les discours ont ensuite laissé place à la découverte de l'exposition qui a mis en valeur les services et les activités touristiques offerts par les entreprises, les municipalités et les diverses institutions participantes.

Pour info, ExpLORE est une exposition consacrée aux activités et sports pratiqués dans la nature, à l'équipement et les fournitures pour les sports d'hiver et d'été, et à l'écotourisme. Aussi au programme, des séminaires sur le marketing du tourisme rural, l'écotourisme, qui mettront en avant les nombreux atouts dont jouit la nature au Liban.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

L'homme pour qui le transport maritime n'avait aucun secret est parti

Marilyne Jallad

Entrepreneur hors pair, « capitaine d'industrie » respecté et admiré dans le monde entier, salué pour son esprit visionnaire, Jacques Saadé était un libre penseur qui a su casser les codes du « shipping » et mettre ses intuitions, son esprit de conviction et ses actions au service du groupe CMA CGM pour en faire le 3e armateur mondial. Un tel parcours ne s'improvise pas et d'humbles mots sur cet homme hors norme ne suffiront pas à le raconter.

2013 - Jules Vernes (c) Ammar Abd Rabbo.

C'est à Marseille, là où il avait bâti tout son empire, que Jacques Saadé s'est éteint dans la nuit du 24 juin 2018.

Au lendemain de sa mort, les hommages se sont multipliés dans les journaux du monde entier. De son vivant, l'homme avait déjà tant impressionné par sa réussite et son esprit visionnaire hors norme, qu'il en avait d'ailleurs inspiré plus d'un.

Un visionnaire hors norme

Né à Beyrouth en 1937, entre les deux grandes guerres, à tout juste, vingt ans, en 1957, le jeune homme fraichement diplômé de la London School of Economics prend l'année suivante la direction de l'entreprise familiale. Ce jour-là, un entrepreneur était né.

« C'est lors d'un stage aux États-Unis, au début de la guerre du Vietnam, qu'il découvre cette boîte métallique. Il voit à la télévision l'armée américaine ravitailler ses troupes en transportant sur le terrain des boîtes de 1m3 remplies de toute sorte de matériel, et comprend tout l'intérêt de la conteneurisation appliqué au transport maritime : efficacité, rapidité et réduction des coûts », peut-on lire dans sa biographie officielle fournie par son bureau à Marseille.

2009 - Légion d'honneur.

En 1978, Jacques Saadé s'installe en France et crée la Compagnie Maritime d'Affrètement (CMA), à Marseille. « Il anticipe aussi dès le milieu des années 80 le potentiel de développement de l'Asie et surtout de la Chine et pense déjà que le pays va devenir « l'usine du monde ». Pour cela, il décide dès 1986 de faire cap sur l'Est. Et ce malgré l'avis de tout son comité de direction de l'époque. Il étend son réseau, ouvre de nouveaux bureaux. En 1992, lorsque la Chine s'ouvre aux entreprises à capitaux étrangers, le premier bureau du groupe s'installe à Shanghai. La CMA est prête pour grandir, à une vitesse exponentielle ».

2007 - Première pierre Tour CMA CGM.

Jacques Saadé aura aussi été un entrepreneur unique, à l'énergie incroyable, ne comptant que sur lui-même et sur ses équipes. Pour développer cette entreprise qui lui tenait tant à cœur, il repoussait toutes les limites, notamment géographiques, rendant possible ce qui, à priori, ne l'était pas.

« De 1996 à 2008, tout va très vite pour lui et il poursuit le développement du groupe grâce à de nombreuses opérations de croissance externe, notamment la reprise de la CGM (Compagnie Générale Maritime) dans le cadre de

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

sa privatisation en 1996. Cette opération donnera naissance en 1999 au Groupe CMA CGM ».

Cette acquisition, qui marque un tournant dans l'histoire du groupe, ouvre la voie à une stratégie d'acquisitions ciblées, qui contribuera à installer CMA CGM au premier plan du monde du transport maritime :

- La ligne publique australienne ANL en 1998 ;
- Le Groupe DELMAS en 2005 ;
- La société chinoise Cheng Lie Navigation Co Ltd. (CNC) ;
- La société américaine US LINES en 2007 ;
- La société MacAndrews ;
- La société marocaine COMANAV.

C'est ainsi, qu'en 2005, le Groupe CMA CGM devenait le 3e armateur mondial.

Jacques Saadé, le capitaine d'industrie

Cette vision à long terme de l'industrie se retrouve également dans la constitution d'un outil naval toujours plus innovant et performant. Pour constituer la flotte de CMA CGM, Jacques Saadé a très tôt fait le choix de navires de grande taille, tout en attachant une attention particulière à la protection de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique. « Entre 2005 et 2015, le groupe a réduit de 50% les émissions de CO2 par conteneur transporté par kilomètre et s'est fixé un objectif ambitieux de réduction supplémentaire de 30% entre 2015 et 2025 ».

En juin 2013, et pour la première fois depuis 1962, c'est le président de la République française en personne, François Hollande reçu par Jacques Saadé, qui a inauguré le CMA CGM JULES VERNE, alors navire amiral de la flotte CMA CGM.

Avec une flotte de 494 navires, le Groupe CMA CGM dessert plus de 420 ports dans le monde et a transporté plus de 18,95 millions d'EVP en 2017. Présent sur toutes les mers du globe et tous les continents dans 160 pays via ses 755 agences, il emploie 30 000 personnes dans le monde dont 4 500 en France. Son chiffre d'affaires s'est élevé en 2017 à 21,1 milliards de dollars.

Très attaché à la ville de Marseille qui a vu naître son groupe, Jacques Saadé a fait construire en 2006 la Tour CMA CGM, nouveau siège social du groupe, dont il confie la réalisation à l'architecte Zaha Hadid (Prix Pritzker 2004). Centre névralgique de l'entreprise, érigée sur le port de Marseille, la Tour CMA CGM héberge le centre de décision et de pilotage du groupe, et accueille 2 400 salariés depuis début 2011.

Jacques Saadé était sans doute le plus grand expert du shipping, dont la connaissance et la précision lui permettait en permanence de maîtriser la situation, anticipant ce qui allait se passer, sans rien laisser au hasard. Il aimait aller dans le moindre détail.

Jacques Saadé, un leader reconnu

Le parcours de Jacques Saadé a été salué à de nombreuses reprises en France et dans le monde.

- En 2007, il est élu « personnalité de l'année du monde maritime » par le magazine international Seatrade, ainsi que par l'Académie de Marine (Prix Manley-Bendall) et l'Académie arabe des Sciences, des Technologies et du Transport maritime à Alexandrie (Insignes de Docteur Honoris Causa).
- En octobre 2012, Jacques Saadé reçoit le « Life Time Achievement », décerné par le magazine « Containerisation International ».
- En 2013, Jacques Saadé a reçu l'une des plus hautes distinctions de la Ville de Hambourg : «l'Admiralitäts-Portugaleser ».
- En 2014, Jacques Saadé reçoit le titre de Docteur Honoris Causa de l'Université américaine du Liban (LAU).
- En 2015, il est élevé au grade de commandeur de la Légion d'honneur.

Jacques Saadé a été par ailleurs président de la Chambre de commerce franco-libanaise de 1986 à 2014. Il préside le Conseil des chefs d'entreprises France-Jordanie au sein du Medef International. Il est également officier de l'Ordre du Cèdre.

- En décembre 2016, la famille Saadé décroche la 4e place du classement Lloyd's List One Hundred, listant les personnes les plus influentes de l'industrie du transport maritime. La même année, il est nommé commandeur dans l'ordre national du mérite maritime.
- 2017 : Jacques Saadé nomme Rodolphe Saadé président directeur général du Groupe CMA CGM. Jacques Saadé devient président fondateur.

2016 - MP-2016-02-19-6690.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Admiratifs du parcours hors norme de Jacques Saadé, ils témoignent…

Les hommes d'affaires Mohamed Choucair et Gaby Tamer, tous deux proches du géant des mers, estiment qu' « ils ont eu la chance de le connaître ». Ce grand homme, ce visionnaire hors norme, ce bâtisseur d'un empire sur les mers, les a éblouis. Pour Econews, ils partagent ce qu'ils retiennent des quelques moments passés en compagnie de cet armateur de génie.

« Le Liban perd un visionnaire hors norme en la personne de Jacques Saadé », a estimé Mohamed Choucair. Le président des organisations économiques a ajouté que le monde perdait aussi un bâtisseur et un entrepreneur hors pair. « Jacques Saadé a porté très haut les couleurs du Liban dans le monde en prouvant que les Libanais ont une étoffe rare et une capacité de briller de par leur professionnalisme et leur esprit de conquête », a-t-il déclaré ému.

Mohamed Choucair a eu la chance de bien connaître le géant des mers. « Bien avant les autres, l'armateur de génie a su anticiper l'évolution des échanges économiques internationaux et le rôle que le conteneur serait amené à prendre », rappelle le responsable.

Nayla Saadé, Jacques Saadé et Gaby Tamer.

Il se souvient notamment du voyage de la délégation libanaise en 2014 qui s'était rendue au Medef International de Paris afin d'encourager les partenariats entre entreprises françaises et libanaises. « Notre délégation était présidée par Jacques Saadé, président du Conseil des chefs d'entreprise France-Liban du MEDEF International », se souvient-il. Puis il ajoute : « C'était une occasion pour moi de mieux faire connaissance avec ce grand homme qui a tout fait de son vivant pour que le secteur privé libanais puisse continuer de bouger pour relancer l'économie du pays, laquelle était très morose en 2014, et redorer l'image du Liban à l'étranger ».

« Le Liban perd l'un de ses plus prestigieux ambassadeurs, un homme audacieux, courageux et avant-gardiste », a ainsi regretté le président des chambres libanaises de commerce.

Gaby Tamer, qui connaissait aussi l'armateur depuis presque deux décennies, confie : « C'était juste après la crise financière mondiale, nous étions Mohamed Choucair, Jacques Sarraf et moi en visite à Marseille dans les bureaux de Jacques Saadé », raconte-t-il. « Je n'oublierai jamais ce moment car à l'instant où le monde des affaires était apeuré à cause de la crise et des lendemains économiques incertains, Jacques Saadé était lui plein d'entrain et visionnaire comme toujours : il nous montre alors la maquette du fameux Jules Vernes ». C'est le visage du Jacques Saadé à l'esprit optimiste et novateur même en pleine crise que retiennent Mohamed Choucair et Gaby Tamer. « Pour nous, ce grand homme est une école et les hommes d'affaires libanais lui doivent beaucoup», affirment les responsables.

Gaby Tamer se rappelle aussi du jour où Jacques Saadé lui a remis le flambeau de la Chambre de commerce franco-libanaise. « C'était en 2014, nous étions réunis dans les locaux de la CMA CGM au centre-ville de Beyrouth en présence notamment de sa fille Tanya Saadé-Zeenny, de l'ambassadeur de France à

Jacques Saadé en compagnie de Mohamed Choucair.

Beyrouth, de Mohamed Choucair et du secrétaire général de la CCFL ». « À la fin de notre repas, il a posé sa main sur la mienne et m'a dit tout simplement : je voudrais que tu reprennes le flambeau de cette chambre ; et c'est ainsi que je suis devenu son successeur », se souvient-il nostalgique.

Quant à la personnalité de Jacques Saadé dans sa vie personnelle, le président de la CCFL parle d'un géant extrêmement humble, bon vivant mais surtout d'un homme aux grandes valeurs morales qu'il a inculquées à ses enfants.

« La Chambre de commerce franco-libanaise que vous avez présidée et développée pendant plus de 25 ans, et qui, grâce à vos efforts, continue encore aujourd'hui à épanouir les relations économiques libano-françaises, vous sera redevable, et la confiance que vous m'avez accordée en me passant le flambeau de sa présidence me poussera à œuvrer à son meilleur développement », promet Gaby Tamer dans une lettre adressée au défunt publiée dans L'Orient-Le Jour.

2013 : Inauguration Jules Vernes.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Mahmoud Matar : 15 500 entreprises enregistrées à la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban en 2017

Il préside depuis 2010 le Comité des membres de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. Pour Econews, le responsable expose les avantages pour une entreprise d'adhérer à la Chambre et revient sur les activités du Comité au service de l'économie nationale.

Quelle est la structure des entreprises membres de la Chambre ? Combien sont-elles ? Quel est le nombre total de sociétés enregistrées à Beyrouth et au Mont-Liban ?

Les entreprises membres de la Chambre sont classées en quatre catégories : en fonction de leur capital enregistré et/ou du nombre de leur personnel inscrit à la sécurité sociale et/ou des profits déclarés et/ou de la TVA acquittée. Cela permet de pouvoir les classer en grandes, moyennes, petites ou micro-entreprises. Le nombre total d'entreprises enregistrées à la Chambre en 2017 s'est élevé à 15 500. Il est difficile cependant de connaître le nombre total de sociétés dans les régions de Beyrouth et du Mont-Liban. De plus, l'adhésion à la Chambre est facultative. Ce que nous savons en tout cas, c'est que la Chambre réunit la majeure partie des grandes et moyennes entreprises de la région de Beyrouth et du Mont-Liban.

Puisque l'adhésion à la Chambre est facultative, quelles sont les raisons qui poussent les entreprises à y adhérer ?

La Chambre organise pour le compte du gouvernement les conditions du commerce extérieur et la participation aux adjudications de l'État. Le décret 36 du 5 août 1967 qui détermine le régime légal de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban en fait une organisation à but non lucratif et lui confère trois obligations : une responsabilité professionnelle puis consultative et enfin représentative.

Pour ce qui est de la responsabilité professionnelle, elle consiste à organiser le secteur et à remplir les conditions du commerce extérieur, notamment l'authentification des factures et les certificats d'origine qui déterminent la source locale ou étrangère de produits exportés ou réexportés. De même, c'est la Chambre qui identifie et confirme les conditions nécessaires aux adjudications. Aussi, les entreprises bénéficient d'un grand nombre de services qu'on peut classer dans les services de développement de l'entreprise :

a- Les carnets ATA* et TIR* qui permettent d'envoyer les collections sous le régime de l'admission temporaire et évite à l'exportateur le paiement de la douane. De même que TIR facilite le transport international des camions libanais.

b- Le centre de formation est attentif aux besoins des PME et assure à leur direction et personnel les formations nécessaires selon les techniques les plus modernes.

c- Le centre d'arbitrage et de médiation fonctionne depuis une vingtaine d'années et assure la rapidité, la confidentialité et l'économie nécessaire en cas de litige commercial.

Les conditions politiques, sécuritaires et administratives se sont beaucoup améliorées ces dernières années. N'est-ce pas le moment idéal pour attirer un plus grand nombre d'entreprises et mieux peser sur la décision économique ?

Malheureusement, la crise économique fait que les entreprises calculent leurs frais au plus près. Comme il est n'est pas obligatoire d'adhérer à la Chambre, c'est une décision qu'elles remettent à plus tard. Toutefois, nous pouvons reconnaître que la Chambre est écoutée de tous, qu'elle représente tous les secteurs économiques et qu'elle tient compte des contingences sociales.

Quels sont les services qu'offre la Chambre et dont les PME ont véritablement besoin ?

Il faut dire que la Chambre est très attentive aux besoins des entreprises. Elle est très proche des sociétés, et ce à travers toutes les manifestations qu'elle entreprend et les services qu'elle rend qui sont très bien étudiés et généralement bien accueillis.

* Le carnet ATA facilite les échanges internationaux en simplifiant les formalités douanières tout en réduisant les coûts des opérations.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Chambre de Commerce
Franco-Libanaise
غرفة التجارة
الفرنسية - اللبنانية

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Pierre Duquesne, hôte de la Chambre de commerce franco-libanaise pour exposer CEDRE : de la conférence au processus

À l'occasion de la tenue de son assemblée générale annuelle à Paris, la Chambre de commerce franco-libanaise a organisé une conférence au cercle de l'Union interalliée intitulée : « CEDRE : de la conférence au processus ». Elle a été animée par Pierre Duquesne, ambassadeur délégué interministériel à la Méditerranée et coordinateur français de la Conférence économique pour le développement, par les réformes et avec les entreprises (CEDRE), en faveur du Liban.

Dans son mot de bienvenue, le président de la CCFL, Gaby Tamer, a exposé le parcours remarquable de Pierre Duquesne, lequel a occupé de hautes positions de responsabilité économiques et financières en France et à l'international, ce qui lui a valu le titre d'officier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite.

À son tour, Pierre Duquesne a exposé le sujet en partant de la conférence qui s'est tenue à paris le 6 avril 2018, présidée par Jean-Yves Le Drian, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères et par Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances. 48 pays et organisations et plusieurs représentants du secteur privé et de la société civile ont participé à cette réunion et ont exprimé leur attachement à l'unité et à l'intégrité territoriale du Liban, en appelant les autorités libanaises à mettre en œuvre et à renforcer une politique crédible de dissociation. Le pays est arrivé à un tournant et a

Tanya Saadé-Zeeny entourée de l'ambassadeur Rami Adwan et de Didier Kling.

Hady Farah, Tanya Saadé-Zeeny, Gaby Tamer, le représentant de l'ambassadeur du Liban et Shérine Audi.

besoin de la solidarité et du soutien plein et entier de la communauté internationale. Malgré les récentes évolutions favorables, le Liban fait toujours face à des vulnérabilités et à des défis considérables (conflit syrien, problèmes structurels, déficit budgétaire (10% du PIB) et dette publique (150% du PIB).

Pierre Duquesne a exposé les différents défis qui entravent ou retardent la mise en œuvre de réformes structurelles et sectorielles. Le gouvernement du Liban a présenté son ambitieux programme d'investissement (Capital Investment Program) et s'est engagé à conduire les réformes nécessaires dont la lutte contre la corruption, le renforcement de la gouvernance et de la responsabilité notamment dans la gestion des finances publiques, des réformes douanières, du renforcement des efforts de lutte contre le blanchiment d'argent et des mesures de combat contre le financement du terrorisme conformément aux normes internationales. Trois domaines sont

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Chambre de Commerce Franco-Libanaise
غرفة التجارة الفرنسية - اللبنانية

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Shérine Audi avec Gaby Tamer et l'ambassadeur du Liban en France.

considérés essentiels à la réussite du programme : la gestion de l'électricité, de l'eau, et des déchets dont la nouvelle stratégie préconise la décentralisation.

En conclusion, et pour assurer une réforme efficace et concrète, il serait très important de mettre en place un mécanisme solide de suivi de cette conférence afin de garantir la mise en œuvre des engagements, des promesses. La conférence s'est clôturée par une séance de questions-réponses très animée suite à laquelle les participants furent invités à un vin d'honneur.

En soirée, Gaby Tamer a organisé en l'honneur de l'ambassadeur Pierre Duquesne et de son épouse un dîner convivial très restreint, auquel étaient présents: l'ambassadeur du Liban en France, Rami Adwan, le président de la Chambre de commerce de Paris Île-de-France, Didier Kling, Jean-Paul Vermès, le vice-président délégué de la CCIP, les nouveaux membres du bureau de la CCFL dont le nouveau secrétaire Farid Aractingi ainsi que quelques amis de l'ambassadeur et de la CCFL.

Mimi Tamer, Pierre Duquesne et Isabelle Vermès.

Réélection de Gaby Tamer à la tête de la Chambre de commerce franco-libanaise

La réunion annuelle de l'AGO et L'AGE de la CCFL s'est tenue le 20 juin au cercle de l'Union interalliée, 33 rue du Faubourg Saint-Honoré dans le huitième arrondissement de Paris, avec à l'ordre du jour l'élection du nouveau conseil d'administration. Celui-ci s'est réuni le 21 juin pour élire les membres du nouveau bureau.

Les membres du nouveau conseil d'administration :

Gaby TAMER, président
Mohamed CHOUCAIR, vice-président
Farid ARACTINGI, secrétaire général
Shérine AUDI, trésorière
Tanya SAADÉ-ZEENY, conseiller
Hady FARAH, conseiller

Liste des candidats à l'élection du conseil d'administration de la CCFL:

ARACTINGI Farid, Renault
ARBID Charles, Lebanese Franchise Ass
ATTALI Stéphane, ESA Business School
AUDI Shérine, Banque AUDI France
BOUKATHER Nicolas, A.N. Boukather
CHAOUI Zafer, Chaoui Invest Holding
CHOUCAIR Mohamed, Patchi International
El HELOU Maroun, Abniah
FARAH Hady, Hiram Finance
GADRAS Jean-Yves, SUEZ Environnement
GEMAYEL Fady, Gemayel Freres sal
GHARZOUZI Marie – Michele, Galop Hermes
KHACHAB Mohamed, Thunus Overseas Grp
LEPINAY Philippe, Thales International
NASNAS Roger, Axa MiddleEast
OSSEIRAN Salah, BPC
PATSALIDES Philippe, L'OREAL
PHARES Armand, Pharaon Healthcare
RUFIN Claude, Emirates Lebanon BK
SAADÉ ZEENNY Tania, CMA CGM
SALEM Alexandre, Credit Libanais
TAMER Gaby, G.Tamer Holding
TYAN André, Fransabank
ZEENNI Salim, Zeenni Trading & Ind

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The Federation of the Lebanese Chambers at the 107 International Labor Conference in Geneva: *"Government interference in the salary structure of the private sector undermines Social Dialogue and Tripartism in Lebanon"*

The Director General of the Chamber of Beirut and Mount Lebanon Mr. Rabih Sabra attended the 107 International Labor Conference that took place on May 27th 2018 at the ILO headquarters in Geneva. Representing the Federation of the Lebanese Chambers, he actively contributed to the Recurrent Discussion on the strategic objective of 'Social Dialogue and Tripartism" within the employers' group.

During the various deliberations, the chairperson of the employers' group, Mrs Delphine Rudelli representing Medef- France, discussed with the group members the two major points on the agenda: the challenges and opportunities related to strengthening social dialogue and the means of render it further inclusive in order to address current and future challenges.

Presenting the state of play in Lebanon, Mr. Sabra described the social dialogue and tripartism as "positive and effective on most levels. However and unlike the case in most other countries, the Lebanese labor law has awarded the government the right to intrude into the salary grid of the private sector enforcing thus on companies unjustified salary raises. Such interference is totally unacceptable from our viewpoint as it undermines seriously the social dialogue process", he concluded.

Conclusions of the recurrent discussion on social dialogue and tripartism

This second recurrent discussion on social dialogue and tripartism, has been undertaken in accordance with the ILO Declaration on Social Justice for a Fair Globalization, 2008 (Social Justice Declaration), to consider how the Organization should respond more effectively to the realities and needs of its Members through coordinated use of all means of action.

Guiding Principles and Context

Social dialogue, based on respect for freedom of association and the effective recognition of the right to collective bargaining, has a crucial role in designing policies to promote social justice. It is a means to achieve social and economic progress. Social dialogue and tripartism are essential for democracy and good governance.

Free, independent, strong and representative employers' and workers' organizations, together with trust, commitment and respect for the autonomy of the social partners and social dialogue outcomes are key conditions for effective social dialogue.

Social dialogue comes in various forms and levels according to national traditions and contexts, including in the form of cross-border social dialogue in an increasingly complex globalized economy. There is no one-size-fits-all approach to organize and strengthen social dialogue. However, collective bargaining remains at the heart of social dialogue. Consultations, exchanges of information and other forms of dialogue between social partners and with governments are also important.

Tripartite and bipartite social dialogue plays an important role in setting wages and working conditions, promoting decent work, gender equality and non-discrimination, social protection and occupational safety and health, supporting skills development, reducing inequalities, and anticipating and managing change. Social dialogue can be a strong driver for economic and social resilience, competitiveness, stability and sustainable and inclusive growth and development.

As the International Labour Organization (ILO) approaches its Centenary and against a backdrop of deep and rapid changes affecting the world of work, the tripartite constituents renew and reaffirm their commitment to promote and apply the principles of social dialogue and tripartism. They also reaffirm that the practical implementation of the ILO's actions should be guided by the diverse needs and realities of the national constituents, as outlined in the ILO Declaration on Social Justice for a Fair Globalization, 2008.

Embedding social dialogue at all levels and enhancing its relevance, inclusiveness and effectiveness, including through Decent Work Country Programmes (DWCPs), is particularly important for the effective implementation of relevant initiatives, including the 2030 Agenda for

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Sustainable Development (2030 Agenda) and the related sustainable development goals (SDGs), and in the context of the ongoing reform of the United Nations development system.

Social dialogue plays an important role in shaping the future of work taking into account particular trends of globalization, technology, demography and climate change.

Meaningful social dialogue in all its forms remains essential to the well-being of the social partners and society. Despite economic and social development, numerous challenges persist, including poverty, declining labour share, informality, decent work deficits, and economic, social, and gender inequalities. Many countries fail to fully protect the right to collective bargaining, and data indicate that the majority of workers are in informal employment and nearly 25 million people are in forced labour. While global supply chains can be an engine of development and increase opportunities for men and women to transition to formality, failures within global supply chains have contributed to decent work deficits. Rapid changes, including technological advances and the green economy, may create new opportunities, but may also lead to disruption and job displacement. Social dialogue is indispensable for addressing these challenges.

Framework for action

1. Recalling that the framework for action adopted by the Conference in 2013 set forth the objectives for the ILO and its constituents, the Conference calls upon the Office and constituents to ensure full implementation of those objectives.

2. The proposed framework for action stemming from the second recurrent discussion on social dialogue and tripartism held at the 107th Session of the International Labour Conference requires both Members and the ILO to take action to give effect to the conclusions adopted therein.

Measures to promote social dialogue and tripartism

3. Members, with the support of the Organization, should:

(a) Ensure that, in an evolving world of work and in the context of implementation of the SDGs, social dialogue and tripartism are granted appropriate resources and become or remain prominent in policy making;

(b) act on their obligation to respect, promote and realize the principles concerning the fundamental rights of employers and workers and their organizations to freedom of association and the effective recognition of the right to collective bargaining as enabling conditions for the attainment of the strategic objective of social dialogue and tripartism. The Conference calls for the universal

ratification and effective implementation of the Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87), and the Right to Organise and Collective Bargaining Convention, 1949 (No. 98);

(c) foster an enabling legal and institutional environment to promote effective social dialogue;

(d) strengthen mechanisms and institutions for social dialogue on policies regarding the changing world of work, including technological change, green economy, demographic shifts and globalization;

(e) promote voluntary collective bargaining at all appropriate levels in both the private and public sectors, according to relevant laws and practices, to help attain a just share of the fruits of progress to all, decent working conditions, equal pay for work of equal value, gender equality, as well as developing skills and enhancing enterprise sustainability;

(f) encourage effective workplace cooperation as a tool to help ensure safe and productive workplaces, in such a way that it respects collective bargaining and its outcomes and does not undermine the role of trade unions;

(g) promote the effective linkage between different forms and levels of social dialogue;

(h) provide the necessary financial, technological and human resources and strengthen the effectiveness and efficiency of national labour administration systems;

(i) ensure that agreed outcomes of social dialogue are respected and implemented by governments and social partners;

(j) establish, where appropriate, and develop with social partners, mutually acceptable dispute prevention and resolution mechanisms that are effective, accessible and transparent;

(k) develop innovative approaches, including initiatives to ensure the exercise of freedom of association and the effective recognition of the right to collective bargaining are extended to, and respected in, employment relationships

where they have not traditionally been available, and to new and emerging forms of employment, and that workers are able to enjoy the protection afforded to them under the applicable collective agreements, in accordance with laws and national circumstances;

(l) create an enabling environment for employers and workers to exercise their right to organize and to bargain collectively and to participate in social dialogue in the transition to the formal economy. In designing this environment, Members should consult with and promote active participation of the most representative employers' and workers' organizations, which should include in their ranks, according to national practice, representatives of membership-based representative organizations of workers and economic units in the informal economy;

(m) expand cooperation to exchange experiences and innovative practices on social dialogue and tripartism;

(n) support and finance the ILO plan of action around SDG target 8.8 within the context of the ILO programme and budget and extra-budgetary funding;

(o) provide an enabling environment for and promote, where appropriate, cross-border social dialogue to foster decent work, including for vulnerable groups of workers in global supply chains;

(p) promote gender equality and encourage the strengthening and increase of women's participation and engagement in social dialogue;

(q) encourage, where appropriate, tripartite social dialogue on issues related to labour migration with relevant authorities.

Mobilizing ILO means of action on social dialogue and tripartism

4. As the ILO approaches its centenary, the Organization is called upon to give full effect to this resolution and assist Members in strengthening social dialogue in all its forms and at all levels in line with ILO standards. This should be done using the following means of action:

Building capacity and strengthening development cooperation

5. The International Labour Office (the Office) should, with the support of the constituents, as part of a broader programme of development cooperation including through DWCPs and enhanced collabouration with the International Training Centre of the ILO in Turin (Turin Centre), and in cooperation with other relevant partners, enhance the capacity of constituents and social dialogue institutions to:

(a) Strengthen the capacity of the most representative organizations of employers and workers to include in their ranks, the workers and economic units from the informal economy to enable them to engage effectively in tripartite and bipartite social dialogue, negotiate and implement agreements and influence policies;

(b) encourage the inclusion in social dialogue and the effective recognition of the right to collective bargaining of workers in employment relationships that have traditionally been less represented and those in new and emerging forms of employment;

(c) engage in collective bargaining that contributes to inclusive labour markets, gender equality and non-discrimination, fair wage distribution, decent working conditions and productivity enhancement, taking into consideration the diversity of systems and national circumstances;

(d) enhance the effectiveness and inclusiveness of mechanisms and institutions for national tripartite social dialogue between governments and the social partners, including in relation to areas pertaining to the future of work and the SDGs;

(e) promote social dialogue and the role of social partners at all levels in the design and implementation of policies to support workers and enterprises to adapt to the rapidly changing work environment, including through skills development and lifelong learning;

(f) use social dialogue as a tool to generate employment and decent work for the purposes of prevention, recovery, peace and resilience with respect to crisis situations arising from conflicts and disasters, in line with the Employment and Decent Work for Peace and Resilience Recommendation, 2017 (No. 205);

(g) encourage effective workplace cooperation as a tool to help ensure safe and productive workplaces, in such a way that it respects collective bargaining and its outcomes and does not undermine the role of trade unions;

(h) play a stronger role in an international context, in particular through cross-border social dialogue based on knowledge and research provided by the ILO;

(i) encourage participation of women and other underrepresented groups in social partner organizations and seek to achieve equal representation of women and men in social dialogue institutions at the national and international levels;

(j) strengthen dispute prevention and resolution systems at various levels that promote effective social dialogue and build trust;

(k) conduct research and engage in social dialogue on labour market policies and their implementation;

(l) pursue an active resource mobilization strategy in support of the strategic objective of social dialogue and tripartism taking into account the needs of constituents;

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

(m) seek to expand access to training in all ILO regions to help maximize awareness on social dialogue and tripartism and build capacity in those regions with limited resources to attend training activities provided by the Turin Centre.

Enhanced research and training

6. The Office should carry out its research programme in accordance with the Organization's research strategy to:

(a) Develop a yearly flagship report on the strategic objective of social dialogue and tripartism. To this aim, develop knowledge and evidence-based and rigorous research on:

(i) The role and impact of collective bargaining on inequality, wages and working conditions, a topic that should be covered in the report on a regular basis;

(ii) the role of social dialogue in translating economic development into social progress, and social progress into economic development;

(iii) the role and impact of social dialogue as a means for:

– Promoting inclusive growth and decent work, facilitating transitions including to formal and environmentally and socially sustainable economies and improving economic performance;

– addressing changes driven by globalization, technology, demographic shifts, climate change and environmental risks as well as facilitating restructuring and resilience to economic crises;

(iv) the role of various forms of workplace cooperation in promoting safe and productive workplaces.

(b) produce comparative information, statistics and analysis on industrial relations and help Members to gather improved information in this field;

(c) produce training tools on all forms of social dialogue reflecting the needs of the constituents highlighting innovative practices for the changing world of work;

(d) expand the knowledge base on innovative social dialogue and industrial relations practices, including in areas such as extending collective bargaining coverage to categories of self-employed workers, promoting formalization, enhancing gender equality and non-discrimination, organizing hard-to-organize groups of workers and economic units, enhancing skills and employability and extending social protection, and fostering exchange of experiences among Members;

(e) continue research regarding the access to freedom of association and the effective recognition of the right to collective bargaining of digital platform and gig economy workers and, on that basis and the outcome of the 108th Session of the International Labour Conference, decide whether convening a tripartite technical meeting would be appropriate or not.

Standards-related action

7. Taking into account the resolution concerning the second recurrent discussion on fundamental principles and rights at work, adopted by the International Labour Conference at its 106th Session, 2017, which called for stepping up action through development cooperation and other means to campaign for the universal ratification of the eight fundamental Conventions, the Office should:

– Assist member States to overcome challenges of ratification and effective implementation of ILO Conventions 87 and 98 in all DWCPs;

– increase efforts to promote the ratification and effective implementation of Conventions 87 and 98 and promote implementation of other relevant instruments;

– organize a high-level event on freedom of association and collective bargaining during the ILO Centenary.

Enhancing policy coherence

8. The ILO should, in line with the Social Justice Declaration and with respect to the 2030 Agenda:

(a) Ensure that the Office has a coherent and clear approach to examining and promoting social dialogue across its own departments, activities and initiatives, based on constituents' needs and circumstances and taking into account the impact of its work on the ground;

(b) mainstream social dialogue and tripartism across all policy outcomes, in DWCPs and in development cooperation programmes and actions;

(c) develop new policy coherence initiatives in pilot countries involving tripartite constituents, all relevant authorities, regional and international organizations, building on previous experience;

(d) expand partnerships and cooperation with the United Nations system and other international and regional institutions and subregional communities and organizations, in order to mainstream social dialogue and deliver on the targets in the framework of the SDGs;

(e) promote tripartism and the participation of the social partners in national strategies intended to deliver on the 2030 Agenda, especially Goal 8 on Decent Work and Economic Growth, Goal 10 on Reduced Inequalities and Goal 16 on Peace, Justice and Strong Institutions;

(f) actively build on the ILO's agenda, its unique tripartite nature, experience in social dialogue and convening power, in order to make it an essential partner in the efforts to achieve effective UN reform, in support of the ILO's mandate and structure; (g) engage in the Global Compact on Migration process, in order to ensure social dialogue, tripartism and decent work are mainstreamed in its development and implementation.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Hariri to Dabboussi: « We have a lot of work to accomplish together…"

The Chairman of the Chamber of Tripoli and North Lebanon, Toufic Dabboussi, lead an economic delegation from the North to meet Prime Minister Saad Hariri on Saturday the 9th of June 2018 at Beyt Alwasat in Beirut. The delegation included members of the board of directors of the Chamber and the Rashid Karami International Exhibition, heads and members of the industrial and commercial associations, and syndicates of liberal professions.

Dabboussi explained the purpose of the visit which is to "express our support to the Prime Minister in the formation of the new government as he represents a national consensus for the achievement of security, safety, stability and prosperity," he said, adding that the resurrection of Lebanon in the next stage will come from Tripoli, Lebanon's economic capital.

Addressing Mr. Hariri he stated: "During your last month visit to the Chamber in Tripoli and the North, you said Lebanon is capable of playing a vital and important role at this stage in view of the comparative advantages of Tripoli, and that through its vast range of facilities and capacities, Tripoli has all the elements to be an investment project at all levels".

Dabboussi thanked PM Hariri for his sponsorship of the Chamber's projects, namely for laying the foundation stone for the building of Sustainable Development, and for opening the Center for Knowledge Economy and the Research and Development Center for Food Industries (IDRAK). "All these projects, in addition to the Honey Collection center and the Oil Tasting center and others, are first of its kind in Lebanon, whether at the level of the chambers of commerce or outside,» he said.

He continued "Had your Excellency sufficient time to visit all the Chamber's facilities, you would have been able to meet with no less than 700 young men and women and learn about their success stories, whether in the incubator of the Chamber or its quality control laboratories".

For his part, Prime Minister Hariri welcomed the economic delegation of the North and confirmed his willingness to work hand in hand with each member of the delegation and welcomed new ideas to implement development projects in the northern region. «You must be aware that we are working on forming the new government and that the North is our concern as it is an area that needs an integrated investment project. We are ready to work together with new ideas and through the secured funds of CEDRE conference to implement major projects for Tripoli and the North to satisfy our ambitions,» he said.

He assured the delegation to study with its members the viability of future projects during his next visit to Tripoli «I have already visited the Chamber in Tripoli and the North but did not have the time to spot all the projects and services provided to the business community, but I look forward to my next visit to the Chamber, as we have lot to accomplish together» he said.

LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Trade exchange with Iran at the core discussion with businessmen from Saida and South Lebanon

The trade exchange and the strengthening of economic relations between Lebanon and the Islamic Republic of Iran were at the core discussion between Industrialists from Qom district and their counterparts from Saida and South Lebanon. The meeting was organized at Saida Chamber in cooperation with the Embassy of Iran in Beirut. The delegation was headed by deputy governor of Qom, Younis Ali Pur, head of the Qom governorate council, Abdullah Jalalli, and Mayor Ibrahim Mu'tamadi

In his speech, Mohammed Saleh, Chairman of the Chamber in Saida and South Lebanon, referred to the good relations between Iran and Lebanon that provide a fertile ground for promoting trade and economic relations between the two countries. Pointing out to the advantage of lifting trade embargo on Iran, he called for the reactivation of all the agreements signed between the two countries, especially in the sectors of land and maritime transport, customs, tourism and investments. He also called to increase the volume of Lebanese exports to Iran and benefit from the Iranian experience in the field of oil industry as a promising sector for economic growth in Lebanon.

Deputy Governor of Qom Younis Ali Pur thanked the Chamber for hosting the delegation and hoped that the meeting would provide an opportunity to enhance cooperation between the two countries and the people living there at all economic levels.

حيثما ترون نزاعاً، نرى إتفاقاً

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة هو أول مركز من نوعه في لبنان يعنى بفض نزاعات التجارة والنقل والعقود المالية والإنشائية والمقاولات، محلّياً ودولياً، إمّا عن طريق الوساطة عبر وسطاء متخصّصين وإمّا عبر التحكيم تحت إشراف المجلس الأعلى للتحكيم. يعمل المركز منذ إنطلاقته في العام ١٩٩٥ بإستقلالية وسرية تامة وشفافية مطلقة وينظر في النزاعات المعروضة عليه نخبة من أصحاب الإختصاصات المهنية والقانونية اللبنانيين والدوليين.

For every dispute we find an alternative resolution

The Lebanese Arbitration and Mediation Center (LAMC) is the leading reference for settling local and international disputes related to trade, transport, finance, construction and contracting, either through mediation via specialized mediators or through arbitration under the supervision of the Supreme Court of Arbitration.
LAMC has been operating since 1995 in an independent, confidential and transparent manner, under the supervision of renown Lebanese and international jurists.

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة
LEBANESE ARBITRATION & MEDIATION CENTER

For more information please call: 1314 extensions 171 and 172 | **T/F:** + 961 1 349 616 | **e.mail:** lamc@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

EPPB-AH: Early Predictive Protein Biomarkers of Atherosclerosis and Hypertension

Ramzi EL FEGHALI
Omics & Nanotech*

The aim of this study was to develop an efficient predictive kit for the early diagnosis of heart diseases mainly the atherosclerosis and hypertension in order to improve the early prevention from cardiovascular morbid-mortality before the occurrence of the disease. Today, metabolic alterations and hypertension are the major risk factors of heart diseases development, according to the International and American Societies of Cardiology's recommendations, a panel of 40 biomarkers jointly with clinical markers is adopted by the cardiologists for the diagnosis of coronary and heart diseases. Some predictive biomarkers (hsCRP, TNFα, IL-6, IL-10, NTproBNP, IGF, Cortisol, 25-hydroxyvitamin D, MMP-9, Phospholipase A2) are used for the prognosis of the coronary and heart diseases but those biomarkers present a lack of accuracy, and controversial results from a study to another and even inside the same group of patients sharing the same phenotype. This fluctuation is mainly due to the complex molecular system of the blood, the vessels and the heart as well as the physiology and morphology of each subject. For this reason, I have proposed a new study design coupled to a robust biostatistics analysis in order to select the most relevant predictive protein biomarkers of atherosclerosis and hypertension. Material and methods: The plasma of 30 patients with 6 different phenotypes (hypertension, hypercholesterolemia, diabetes mellitus, stroke/transient ischemic attack, coronary artery diseases and healthy controls) included by the University Medical Centre Utrecht was profiled with the LC-MS/MS proteomics mass spectrometry technique after the depletion of the major proteins and the digestion of the proteome. A master card was obtained with a one-shot tandem mass spectrometry technique after fractionation on an electrophoresis western blot gel, revealing a list of 600 proteins present in the patients' blood plasma. In order to computationally validate the newly discovered predictive biomarkers, the plasma of 16 patients with high quality protein profiles, corresponding to the same 6 different phenotypes

was selected for a differential analysis. After the raw data normalization, the features selection and the peptides/proteins identification using the Trans Proteomic Pipeline tools, a coupled robust comparative statistical analysis allowed to sort the identified proteins and to validate the most discriminative and predictive set of over and under regulated proteins that are under patenting. The STRING plugin of Cytoscape allowed showing the principle pathways regulating the isolated hypertension and early atherosclerosis development. The limitations of this study were the protein's limit of detection of the mass spectrometry technique in complex blood plasma samples, which can identify mainly protein with a high molecular weight and considered as molecular signatures. Based on this study, our commercial protein kit's prototype will include the newly identified proteins as well as the well-known and currently available biomarkers. Conclusion: Twenty robust predictive biomarkers including renin, phospholipases, membrane matrix proteins and an uncharacterized protein were selected after this pilot study as a predictive set of biomarkers for the prognosis of atherosclerosis and hypertension. Four major pathways including the Renin Angiotensin Aldosterone System (RAAS), the innate immunity and inflammation system, the blood vessels extracellular matrix regeneration system and the blood lipid transport system were identified as the major predictive risk factors for the prognosis of

**Omics & Nanotech is a startup financed by the FARO Fund managed by the CCIA-BML*

atherosclerosis and hypertension and were added to the risk predictive models for the correction of the Framingham risk score. Acknowledgements: This work has been partly funded with the PACEIM grant from the French Research Institute for Development of Marseille, the granted FARO loan from Beirut and Mount of Lebanon Chamber of Commerce and Omics & Nanotech research and development investment funds; the first experiments were realized by the CLinical Innovation Proteomic Platform of Dijon in France. Biography Ramzi EL FEGHALI has completed his PhD at the age of 27 years from Lyon 1 University and attached lecturer, postdoctoral, and young research engineer studies from the University of Versailles, the French National Center of Scientific Research and the French National Institute of Medical Research respectively. Currently he is the Director of Omics & Nanotech and a lecturer of science at private schools. He has published over 10 papers and was a member of the International Society of Computational Biology and currently a member of the International Society of Clinical Biostatistics and a peer reviewer for Dove Medical Press. Presenting author details Full name: Ramzi EL FEGHALI Contact number: +33-7-81567878 Linked In account:

www.linkedin.com/in/ramzi-el-feghali-743547146 Session name/number: Molecular cardiology / High throughput data analysis Oral presentation at the 23th European Heart Disease and Heart Failure Congress, Feb 2018, Paris, France (El Feghali R., J Clin Exp Cardiolog 2018, Volume 9). Paper accepted by the International Society of Clinical Biostatistics and will be presented at its annual conference: Joint International Society for Clincal Biostatistics and Australian Statistical Conference 2018 (ISCB-ASC, Aug 2018, Melbourne, Australia).

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

USAID and CCIAZ launch new services at the Chamber's laboratory

In response to the growing demand for safe and high quality products, the Chamber of Zahle and Bekaa-CCIAZ, in collaboration with USAID-funded Lebanon Industry Value Chain Development (LIVCD) project, launched the new integrated services for its ISO17025 certified laboratory located in the Bekaa region to better serve the agro-food industry sector and offer quality control assurance, food safety, microbiological and physico-chemical testing to promote access to new markets for agricultural products.

The launching event took place on June 19th, 2018, in the presence of Antoine Khater , Vice Chairman of the Chamber, board members, General Director of BWE, head of departments of the Ministries of Agriculture, Industry, Economy and Trade, Public Health. Mounir Teeny, the Chamber's Vice Chairman stated "our partnership with the USAID-funded LIVCD project will enable the Chamber to provide a full range of testing services crucial to agro food processors, farmers, and the food and beverage sector in the Bekaa region, which will in turn ensure job sustainability". He further added that Lebanon is rich in its human resources that are well appreciated worldwide, "but the political and security context in the neighboring countries puts our country in a difficult situation especially with the presence of the Syrian refugees".

USAID mission Director, Dr. Anne Patterson, highlighted the major challenges in accessing markets faced by agricultural producers in Lebanon and emphasized U.S. government support in addressing these challenges through committed partners such as CCIAZ.

In its turn, the laboratory Manager, Aida Farah, listed the new services and tests provided by the CCIAZ laboratory which include mainly heavy metals, additives, colorants, conservatives, water testing, toxins and rapid microbial tests that may be released within 24h to 48h.

About Lebanon Industry Value Chain Development (LIVCD)

LIVCD is a six year USAID project to improve Lebanon's economic stability, generate income for small businesses, and create jobs for rural populations, especially women and youth. The project provides financial support, facilitates market access, introduces new technologies, improves marketing, and creates ties between producers, suppliers, processors, and others to make small business networks more efficient.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Study tour in Italy for Bekaa cherry producers

From 13 to 18 May 2018, a group of farmers from the Bekaa undertook a study tour on cherry production in Bari-Italy. This study tour was organized by the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Zahle and Bekaa, in the framework of the Private Sector Development program funded by the EU through Expertise France to support the value chains of grapes and cherries in the Bekaa.

Several cherry farmers were selected according to specific criteria from the different areas of Bekaa region (Kaa El-Rim, Wadi Al-Arayish, Niha, Kfarzabad, Ein Kfarzabad, Ousaya, Zahle, Ferzol, Jeb Janin and Al-Mhaidse). Technical staff from the Chamber also participated in this study tour: Eng. Said Gedeon , Deputy General Manager, Eng. Fady Abou Fayad , Head of Agricultural Extension Department, and Eng. Serena Younis , Coordinator of Cherry Value Chain.

The program included several visits under the supervision of the expert Luidgi Catalanoto to identify new varieties of cherries and training on pruning, inoculation, irrigation, fertilization and pest management, fields for seedlings and rootstocks, in addition to wholesale market, private sector companies for plastic used incoverage and trellis system.

The group had the opportunity to visit packing and packaging centers to learn about water cooling techniques, packaging, sorting of cherry products by color, size and weight, small agricultural equipment industry, the University of Bari, in addition to some olive and almond fields cultivated under the intensive growing systems.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research reveal the following results:

• **GDP**: The economic growth rate achieved 2.5 % in 2017 according to IMF estimates, and the GDP at current prices was estimated at USD 53.1 billion, compared with a growth rate of 1.9% and total output of USD 51.8 billion in 2016.

• **Consumer Price Index**: Based on the Central Administration of Statistics, CPI have increased by 1.61 % in April 2018 compared to April 2017; while the figure computed by the "Consulting and Research Institute" was 2.33% in April 2018 compared to April 2017.

• **Balance of Payments:** In April 2018, the deficit of the balance of payments reached USD 0.75 billion compared to a surplus of USD 0.23 billion in April 2017.

• **Trade Balance:** The trade deficit amounted to USD 5.3 billion till April 2018, compared to USD 5.64 billion till April 2017. Exports increased by 10.3 %, while imports decreased by 3.6 %. This led to 6.0% decrease of the trade balance deficit.

• **Public Finance**: In 2017, public expenditures increased by 3.4 % compared to 2016, while revenues increased by 17.1%. Hence, the budget deficit decreased by 24.0 %. Primary surplus reached USD 1.42 billion in 2017, from a surplus that reached USD 20.6 million in 2016. This was caused by the increase of total public revenues by 17.1%, while the debt's service rose by 4.6 % in addition to the increase of total public expenditures by 3.4% , and the decrease of repayments of foreign debt principal by 1.9 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

1.42 $ billion = 11.62$ billion – (15.37 $ billion – 4.98 $ billion – 0.19 $ billion)

• **Public Debt:** Public debt increased by 6.2% over one year : from USD 74.9 billion at the end of 2016 to USD 79.5 billion at the end of 2017.

in billion US$

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015	2016	2017
10	Growth	2.80%	3.00%	4.80%	1.90%	1.90%	2.50%
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	50.00	50.90	51.80	53.09
		Apr.2017	Apr.2018	2014	2015	2016	2017
20.1	CPI - CAS	0.85%	1.61%	-0.71%	-3.40%	3.14%	5.01%
20.2	CPI - CRI	2.61%	2.33%	-1.66%	1.37%	-0.50%	2.36%
21	M1	6.58	7.29	5.50	6.00	6.73	7.07
22	M2	54.85	53.51	48.67	52.15	54.66	52.46
23	M3	135.70	140.00	117.64	123.62	132.75	138.34
24	M4	142.83	147.35	124.55	130.92	139.91	145.46
26	Banks Assets	206.06	226.23	175.64	186	204.24	219.78
27	Banks Deposits - Private Sector	165.09	170.19	147.63	151.53	162.44	168.61
28	Banks Loans - Private Sector	50.90	52.15	45.36	48.04	51.02	54.16
30	Balance of Payment	0.23	-0.75	-1.41	-3.35	1.24	-0.16
31	Current Account	-3.87	-	-11.67	-8.12	-9.86	**-8.21
32	Balance of Trade	-5.64	-5.30	-17.18	-15.12	-15.73	-20.29
33	Imports	6.61	6.37	20.49	18.07	18.71	23.13
34	Exports	0.97	1.07	3.31	2.95	2.98	2.84
		2012	2013	2014	2015	2016*	2017*
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	-	20%	20%
41	Employment Rate (Est.)	-	-	-	-	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	-	-	-	-	4.28 Mn	4.33 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	-	-	2.91 Mn	2.94 Mn
		2012	2013	2014	2015	2016	2017
51	State Budget Deficit	-3.99	-4.22	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75
52	Budget Revenues	9.39	9.42	10.88	9.58	9.92	11.62
53	Budget Expenditures	13.38	13.64	13.95	13.53	14.86	15.37
54	Public Debt	57.7	63.5	66.57	70.31	74.86	79.5
55	Debt Service	3.62	3.78	4.19	4.46	4.76	4.98
56	Total Primary (Deficit) or (Surplus)	-0.11	-0.24	1.31	0.72	0.02	1.42

** Estimates ** Till September 2017*
Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); IMF (10, 12); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)
M1=Currency in Circulation+Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP
M3=M2+Deposits in Foreign Currencies+Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

**The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:**

LEBANESE TRAINING CENTER

ONLINE MARKETING DONE RIGHT

Trainer: Me. Joe Karam – Managing Partner at Xpandable.

Time: 9:00 am- 3:00 pm

Cost: 180$ all tax included.

www.ltc.org.lb

THE TRADE IMPORT DOCUMENTARY CREDIT IN OPERATION

Trainer: Mr. Jack Saboungi, Bachelor graduate of law and economy Melun University, Bachelor graduate of Chartered accountant of Ecole Superieure .

Time: 4:00 a.m. to 7:00 p.m.

Cost: 300$ all tax included.

www.ltc.org.lb

- The LTC offers a 15% discount for early bird registration.
- Attendance Certificates signed by the Chamber will be delivered to participants.

For more information/registration:

01-353190 Call Center 1314 Ext 15

or email: ltc @ccib.org.lb

www.ltc.org.lb

المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.

CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 **ext** 15 | **T:** 01 353190 | **e.mail:** LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

EXHIBITIONS

BIG3 Exhibition
Industry: Technology/ Automotive/ Construction
Location: Iraq
Date: 03 – 06 August 2018
Phone: 07702580895 / 07806611666
Email: Alwatan_land@unfco.com

Brand 2018 / 3 to 20
Industry: Fashion / Fashion for kids
Location: Belarus
Date: 22 – 26 August 2018
Phone: 00375 29 130 35 76
Email: Leonid-2211@mail.ru

Birthday with Friends
Industry: Cats and Kittens
Location: Belarus
Date: 25 – 26 August 2018
Phone: 00375 44 779 40 08
Email: Leksa777@tut.by

Our Children / Hello School
Industry: Goods for Future Nursing Mothers / School Products
Location: Belarus
Date: 25 – 28 August 2018
Phone: 00375 17 334 58 16
Email: children@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

Cairo Kids and Mother
Industry: Fashion and Maternity
Location: Egypt
Date: 31 August – 02 September 2018
Phone: 0020226227471/72
Fax: 0020226227473
Email: Dina@pyramidsfaireg.com
Website: www.cairokidsmother.com / www.cairo-fashiontex.com

The Leading International Show for Cosmetics – Egy Beauty Expo
Industry: Cosmetics
Location: Egypt
Date: 01 – 03 September 2018
Phone: 0020223594110
Fax: 0020223780458

Build Progress 2018
Industry: Building Materials and Construction Machinery
Location: Belarus
Date: 04 – 07 September 2018
Phone: 00375 17 226 90 84 / 00375 17 226 91 92
Email: spinaok@tut.by
Website: www.exposystems.by

Flowers. Seeds. Garden. 2018
Industry: Flowers, Seeds and Fertilizers
Location: Belarus
Date: 04 – 07 September 2018
Phone: 00375173956675
Email: exposan@minskexpo.com
Website: www.minskexpo.com

Agriculture Exhibition
Industry: Agriculture
Location: Iraq
Date: 05 – 08 September 2018
Email: Georges.khoury@ifpiraq.com

The 6th International Health Exhibition and Conference
Industry: Health
Location: Iraq
Date: 05 – 08 September 2018
Phone: 009647705282446 / 009647731379649
Email: pyramidsfaireg@gmail.com/ Nawara.aldosri@gmail.com

Puericultura Madrid 2018
Industry: Childhood Products
Location: Spain
Venue: Madrid, Feria de Madrid - IFEMA
Date: 06 – 08 September 2018
Phone: 0034 917225360
Email: puericulturamadrid@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/puericulturamadrid_06

Damascus International Exhibition
Industry: Global
Location: Syria
Date: 06 – 15 September 2018
Phone: 00963112266443 / 2266445 / 2262346
Fax: 00963112266442 / 5667166
Email: Nadia.ahmad67@gmail.com
maissa.peife@gmail.com
Website: www.peife.gov.sy

Momad Metropolis 2018
Industry: Fashion, footwear and accessories
Location: Spain
Venue: Madrid, Feria de Madrid - IFEMA
Date: 07 – 09 September 2018
Phone: 0034 91 722 3000
Email: metropolis@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/momad_06/

Defile Kids Exhibition
Industry: Kids Fashion
Location: Egypt
Date: 07 – 09 September 2018
Phone: 00202224035345
Fax: 00202224051618

83 TIF –Thessaloniki International Fair
Industry: Global
Location: Greece
Date: 08 – 16 September 2018
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

The 83rd Edition of the Thessaloniki International Fair
Industry: Global
Location: Greece
Date: 08 – 16 September 2018
Phone: 00302310291143
Website: http://tif.helexpo.gr/en

Home Textiles Premium by Textilhogar 2018
Industry: Textile
Location: Spain
Venue: Madrid, Caja Mágica
Date: 12 – 14 September 2018
Phone: 0034 96386 11 39
Email: dfontes@feriavalencia.com
Website: http://www.textilhogar.com/en/

Furniture
Industry: Furniture
Location: Belarus
Date: 12 – 15 September 2018
Phone: +375 17 334 67 58
Email: mebel@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

Bisutex, Intergift, Madridjoya 2018
Industry: Fashion, Jewelry and Accessories
Location: Spain
Venue: Madrid, Feria de Madrid - IFEMA
Date: 12 – 16 September 2018
Phone: 0034 91 722 5792
Fax: 0034 91 722 5127
Email: bisutex@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/bisutex_06/
http://www.ifema.es/intergift_06/
http://www.ifema.es/madridjoya_06/

IBA
Industry: Bakery, Confectionery, and Snacks
Location: Germany
Venue: Fairground Munich
Date: 15 – 20 September 2018
Phone: 0049891891490
Fax: 004989189149239
Email: iba@khoury-verlag.eu

GPRX 2018
Industry: Power and Energy
Location: Spain
Venue: Fira Barcelona
Date: 17 – 20 September 2018
Email: sales@gpexevent.com
Website: http://gpexevent.com/

Feria Habitat Valencia 2018
Industry: Furniture & Lighting
Location: Spain
Venue: Feria Valencia
Date: 18 – 21 September 2018
Phone: 0034 96 386 11 00
Email: feriavalencia@feriavalencia.com
Website: www.feriahabitatvalencia.com

Hunting and Fishing 2018
Industry: Hunting & Fishing
Location: Belarus
Date: 20 – 22 September 2018
Phone: 00375 17 334 91 26
Email: tlv@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

1st Azerbaijani International exhibition
Industry: Gifts, Advertising and Printing Materials
Location: Azerbaijan
Date: 20 – 22 September 2018
Phone: 00994124474774
Email: office@ceo.az

China Commercial Exhibition
Industry: Global
Location: Egypt
Date: 21 – 23 September 2018
Phone: 0020222734086
Fax: 0020222734087

ADEX
Industry: Security
Location: Azerbaijan
Date: 25 – 27 September 2018
Phone: 00994124474774
Email: office@ceo.az

Wood Working 2018/ Bioenergy/ Furniture, Components, Accessories & Materials
Industry: Furniture / Equipment for waste neutralization & recycling
Location: Belarus
Date: 25 – 28 September 2018
Phone: 00375 17 226 90 84 / 00375 17 226 91 92
Email: derevo@minskexpo.com
Website: www.minskexpo.com

Tour Business
Industry: Tourism, Insurance & Transport Services
Location: Belarus
Date: 26 – 28 September 2018
Phone: 00375 17 3341192
Email: tourfair@belexpo.by
Website: www.belexpo.by

Healthy Lives
Industry: Health
Location: Belarus
Date: 26 – 29 September 2018
Phone: 00375216213309 / 00375216211249
Email: orsha@cci-vitebsk.by / orsharik@tut.by

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

BUSINESS OPPORTUNITIES

Nature Delight
Activity: Food /Looking for Importers
Location: Egypt
Phone: 0020222683085
020201222665293
Email: k.hafez@oud-egypt.com
info@natures-delights.com
Website: www.naturedelights.com

Alyamama Herbs
Activity: Food, Herbs and Spices /Looking for Importers
Location: Egypt
Phone: 00201004698631
Email: info@alyamamaherbs.com
Website: www. alyamamaherbs.com

Al Manar
Activity: Seeds, Herbs and Spices / Looking for Importers
Location: Egypt
Phone: 00201152686965
Email: almanarbns@gmail.com
Website: www. Almanar-bns.com

Al Ekhlas
Activity: Seeds, Herbs and Spices / Looking for Importers
Location: Egypt
Phone: 002010033172002/ 00201006036623
Email: Alekhlas.com2015@gmail.com

G-Crystal
Activity: Marble /Looking for Importers
Location: Egypt
Phone: 00201144226090
Email: onyx.marble2010@gmail.com
Website: www.onyxegypt.net

Onyx
Activity: Construction and Glass Materials /Looking for Importers
Location: Egypt
Phone: 002011008854087
Email: export@gcrystal-pc.com
Website: www.gcrystal-pc.com

Dakahlia Agriculture Development
Activity: Fruits and Vegetables /Looking for Importers
Location: Egypt
Phone: 0020223054802
Email: Bassel.younes@dakahlia.com
Website: www. dakahlia.com

Savapoulos S.A.
Activity: Accessories for Bathrooms / Looking for Importers
Location: Greece
Phone: 00302310798991 ext 224
Fax: 00302310708112
Email: gns@savvopoulos.gr
Website: www.savvopoulos.gr

Kambasi SPS
Activity: Greek Food / Looking for Importers
Location: Greece
Phone: 00302310516307
Fax: 00302310516307
Email: afroditi@kabassi.com
Website: www.kabassi.com

CONFERENCES

Masters on Protocol & Diplomacy for UN Agencies, International Organizations, Government & Major Corporations

Scope: Protocol

Date: 23 – 27 July 2018

Location: Johannesburg – South Africa

Phone: 0027 (011) 0562544

Email: events@cornerstone-insta.net

Second Eurasian Women's Forum

Scope: Global Security and Sustainable Development

Date: 20 – 21 September 2018

Location: St. Petersburg - Russia

Phone: 0079039682300

Email: partners@roscongress.org

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteur: Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان